



NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la bonne gouvernance.**

Nous vous interpellons aujourd'hui car nous, Molenbeekois, sommes inquiets de l'avenir de notre commune. Nous avons besoin d'une politique solide et d'une bonne gouvernance.

En effet, la bonne gouvernance est essentielle pour gérer efficacement les finances publiques d'une commune comme Molenbeek et pour faire face aux déficits budgétaires. Si une commune souffre de mauvaise gouvernance, cela peut entraîner une gestion inadéquate des ressources financières, ce qui crée un gros déficit budgétaire.

Une bonne gouvernance comprend des éléments tels que la transparence, la responsabilité, la participation citoyenne et la gestion prudente des finances publiques. Pour cela il est nécessaire de mettre en place des politiques de gestion plus efficaces, de surveiller les dépenses et les recettes de manière rigoureuse, et de s'assurer que les ressources sont utilisées de manière efficace pour répondre aux besoins de la communauté.

Malheureusement nous constatons, impuissant le trou noir budgétaire dans lequel nous sommes et nous devons encaisser des augmentations de toute part.

Nous comprenons bien que Molenbeek n'est pas une commune facile, et nous avons de grands enjeux comme :

La Sécurité L'intégration sociale, la lutte contre les discriminations

La gestion communale : Comme pour toute commune, la gestion des ressources, des services publics et des infrastructures est un défi constant.

Les enjeux de pauvreté : Molenbeek a une proportion élevée de sa population vivant sous le seuil de pauvreté, ce qui nécessite des efforts pour améliorer les conditions de vie des habitants.

La transparence et gouvernance.

Ces problèmes exigent des actions politiques, des investissements dans le développement communautaire et une coordination efficace entre les autorités locales et nationales pour résoudre les défis auxquels la commune est confrontée.

De ce fait, nous vous demandons plusieurs choses :

Pourquoi la gestion des finances n'est-elle pas faite correctement ?

- Pourquoi n'allez-vous pas chercher l'argent là où c'est possible autre que la poche du citoyen qui est déjà acculé de toute part ?

- Pourquoi ne prenez-vous pas d'actions, d'huissier comme pour les parents pour ces ASBL qui ne payent pas ?

- Comment expliquez-vous que vous octroyez des locaux communaux à des ASBL qui sont grassement subsidiées ?

- Pourquoi aucune solution à l'emploi, pour la jeunesse, pour remonter la pente n'est proposée si ce n'est nous taxer encore plus à nous dans le parking, dans les taxes habitations, dans la chasse au paiement de garderie ?

Nous sommes venus en février pour vous crier notre désarroi, vous informer après la grosse augmentation de cadastre que nous avons subi que nous sommes à bout, pourtant vous n'avez pas tenu rigueur ! Ça ne peut plus durer !

2 Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative aux Drop zones et à la suppression des places de stationnement.

Mesdames, Messieurs les membres du conseil communal,

Nous apprenons que prochainement des espaces drop zones vont être aménagés.

Nous sommes particulièrement inquiets quant à la situation actuelle de chasse à l'automobiliste qui se passe actuellement.

L'année passée nous sommes venus dans vos bureaux, Madame la bourgmestre. Vous et Monsieur Achaoui, échevin de la mobilité nous avaient assurés qu'à Molenbeek vous ne feriez pas de Goodmove, que vous comprenez les difficultés des habitants dont la voiture est nécessaire pour la vie de tous les jours. Hors nous déplorons ce qu'il se passe actuellement car on ne cesse de nous aqquer de plusieurs cotés lorsque nous sommes automobilistes à Bruxelles.

Dernièrement vous avez augmenté les prix de staonnement, il est devenu très difficile pour nous de recevoir de la visite car avec un parking payant jusque 21h même dans les quarers résidenels, avec un prix horaire de 5.30€ cela devient un vrai budget pour nos enfants/parents de nous visiter.

De plus en plus nous voyons la suppression de places de parking, des suppressions prévues suite à des aménagements qui se font sans grand hasard dans les quarers les plus précarisés. Nous apprenons également que la Région souhaite que sur les voiries communales, soient installés des Drop-zones tous les 300 mètres et que celles-ci soient établies sur la chaussée, ce qui viserait à réduire drasquement le staonnement en voirie encore une fois... Vous prévoyez la suppression d'une cinquantaine de places. Nous aimerions encore une fois vous alarmer à ce sujet, car, Nous, Citoyens Molenbeekois sommes contre cee chasse à l'automobiliste. Nous avons déjà très difficile à trouver une place de staonnement, les quarers sont déjà saturés, cela cause de vrai problème de voisinage. Ces tronees sont mises à disposition par des mulnaonales qui se font de l'argent en meant en locaon leurs produits. Sans compter que nous avons déjà supprimés des places de staonnement pour d'autres sociétés privées pour véhicules partagés tel que Cambio.

Et nous, citoyens, payons un droit de staonnement qui devient impossible pour permere à ses sociétés d'avoir ces emplacements.

L'objecf de vouloir absolument pourrir la vie aux automobilistes pour que ceux-ci la délaissent est une hérésie. La voiture n'est pas un luxe mais un moyen de locomoon ule. En tant que socialiste vous pouvez comprendre cela...

Nous vous demandons donc chers élus de vous connecter à la réalité des citoyens et de stopper cee chasse à l'automobiliste. De trouver des aménagements raisonnables pour que chacun puisse choisir son moyen de locomoon sans punir l'autre.

Le ministre président PS Rudy Vervoort nous informe que la région de Bruxelles est en grand déficit, merci de ne pas connuer dans l'immobilisme actuel. Bruxelles et surtout Molenbeek a besoin de son économie, de ses habitants acfs pour survivre.

Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de drop zones en het verwijderen van parkeerzones.

*1 annexe / 1 bijlage
interpellation dropzones (1).pdf*

3 Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative aux travaux place de la Duchesse de Brabant et Chaussée de Ninove. (Complémentaire)

La chaussée de Ninove, axe structurant majeur, doit être rénovée, en trois phases.

En premier lieu, en ce qui concerne le tronçon entre le Ring et le boulevard de Mettwie :

Sur son site, Bruxelles mobilité déclare « qu'une attention a été apportée à la préservation des places de stationnement nécessaires et à faciliter l'accès aux commerces locaux. Leur nombre sera toutefois diminué, afin de répondre aux contraintes de sécurité routière pour tous, de permettre la plantation des arbres, ainsi que des prévoir des zones de livraison et du stationnement vélo ».

On sait désormais, par la presse, que le projet aboutira à la suppression de près de 100 places de stationnement, seulement sur le premier tronçon aucune informations pour les 2 autres sachant que pour la rue Decocq nous en perdons déjà 200, avec une alternative de parking encore très floue.

Selon le plan régional de mobilité, lorsque des places de stationnement sont supprimées en voirie, des compensations doivent être recherchées hors voirie. Il est ainsi prévu, au niveau régional, de créer 20 000 places hors voirie, à destination des riverains, pour compenser la suppression de 65 000 places de stationnement en voirie d'ici à 2030, la suppression se fait déjà massivement quant à la compensation, on en est encore très très loin car rien n'est encore fait.

Le plan régional souligne également l'importance de développer un volet social dans les questions de stationnement, afin de ne pas pénaliser les personnes aux revenus les plus faibles.

Vous, élus communaux, représentants directes de Molenbeek à la région, nous aimerions vous entendre à ce sujet,

Dans ces conditions :

La suppression de toutes ces places est-elle réellement nécessaire ? Pourquoi, en particulier, créer trois alignements d'arbres au lieu de deux ou même d'un seul ?

Quels sont les « problèmes d'inondation [VC1] » invoqués par Bruxelles mobilité sur son site pour justifier ces trois alignements. Ne peut-on réellement, d'un point de vue technique, favoriser une bonne infiltration des eaux de pluie dans le sol avec un seul alignement ou deux, le cas échéant en utilisant pour les places de stationnement et la ou les pistes cyclables un revêtement semi-perméable qui permet cette infiltration ? Pour résumer, tout cela est-t-il réellement nécessaire et proportionné ?

Si on en croit la ministre de la mobilité dans sa réponse à une question qui lui a été posée par deux députés bruxellois de la commission de la mobilité le 10 octobre dernier, une étude d'impact a été réalisée par Parking.brussels pour examiner les enjeux liés au stationnement sur ce tronçon comme sur les deux autres. Il en résulterait que « le taux d'occupation est, en toutes circonstances, inférieur à 80%, avec un report du stationnement dans les rues voisines égales à zéro, dans les circonstances étudiées ».

La commune a-t-elle eu communication de cette étude ? Si non, pourquoi n'en a-t-elle pas demandé la communication ? Si oui, peut-elle faire acte de transparence en la mettant en ligne ?

Que signifie « en toutes circonstances / dans les circonstances étudiées » ? La commune a-t-elle demandé des explications à la Région ? S'est-elle assurée que les molenbeekois qui ont besoin de leur voiture pourront toujours se garer à une distance raisonnable de leur domicile ? Et que les places réservées aux personnes handicapées seront préservées ?

Combien de places de stationnement seront proposées hors voirie pour compenser les places supprimées en voirie, conformément aux prescriptions du plan régional ? Combien à Molenbeek ?

Une politique tarifaire pour ce stationnement hors voirie est-elle envisagée à destination des classes les plus défavorisées mais aussi des classes moyennes, qui ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts ?

Quel message le collège compte-t-il adresser à ceux qui ont besoin de leur voiture, notamment pour des raisons professionnelles et de santé, et qui ne pouvant ni se garer en voirie ni se payer un garage, devront déménager ailleurs qu'à Molenbeek ?

Au final, sur une avenue aussi large, n'est-il pas possible de prévoir un projet qui permette à chacun de se déplacer en toute sécurité dans un environnement plaisant, sans supprimer autant de places de stationnement ? Mme Van den Brandt déclare devant les députés bruxellois et dans la presse que la suppression des places de stationnement n'est pas le but, mais qu'on ne peut pas faire autrement. Et l'absence d'un examen comparatif de plusieurs scénarios, Cela n'est pas démontré.

Il ressort également de la réunion de la commission de mobilité du Parlement du 10 octobre 2023 que la commune n'a pas rendu d'avis formel sur le projet et que certains échevins ont des positions différentes.

Le collège peut-il nous indiquer quelle est sa position et s'il compte faire le nécessaire pour que la commune rende un avis formel sur le projet ?

En second lieu, en ce qui concerne le tronçon entre la Gare de l'Ouest et la porte de Ninove :

Selon le site dédié de Bruxelles mobilité, les études ont commencé au début de cette année et un processus participatif a été engagé en mai. Ce processus doit se terminer par un « forum public, » le 30 novembre, au cours duquel le ou les projets retenus seront présentés.

Des entretiens individuels auraient donc ainsi été menés et une « soirée d'information et de participation » organisée, au cours de laquelle les participants ont pu faire entendre leurs opinions et réflexions.

Parallèlement, une enquête publique en ligne s'est déroulée du 23 mai au 22 juin 2023. 410 personnes (habitants, commerçants et associations) ont participé, toujours selon Bruxelles mobilité.

Pourtant, de nombreux habitants et commerçants nous l'ont dit : ils n'ont jamais été informés de ce processus participatif. Les questions qui découlent de ce constat sont simples :

Le collège peut-il nous indiquer comment les participants ont été contactés ? Des toutes-boîtes ont-ils été distribués et si oui, dans quel périmètre ?

Pourquoi a-t-il été décidé de recourir à des « entretiens individuels » ? Qui a été choisi pour participer à ces entretiens ? Selon quels critères ? Des membres d'associations subventionnées par Bruxelles mobilité pour promouvoir sa politique sur le terrain et n'étant donc pas neutres, comme Filter café Filtré, le Fietserbond ou Heroes for Zero ont-ils participé à des entretiens ?

Une analyse de la représentativité des participants à la « soirée d'information » et à l'enquête en ligne a-t-elle été réalisée. Combien de jeunes, de personnes âgées, de PMR, d'utilisateurs des

différents modes de transport, de commerçants, de membres de telle ou telle classe socio-professionnelle ?

-Des membres des associations subsidiées par la Région pour promouvoir le bien mal nommé Good Move ont-ils participé à cette soirée et cette enquête en leur propre nom ou au nom de leur association ?

Dès lors que la politique menée par Bruxelles mobilité se veut inclusive, des représentants de commerçants, de services d'aide aux personnes âgées, d'associations de lutte contre les discriminations, de familles mono-parentales, d'ouvriers, d'employés, d'aides à domicile ou de médecins... etc... ont-ils été consultés ?

Des « écoles » auraient été consultées ? lesquelles ? Qui dans ces écoles ? Les enseignants ? Les personnels administratifs ? Les parents ?

Cette question de la représentativité est importante si on veut réaliser un projet pour tous, et pas seulement pour une petite minorité de personnes organisées et disposant de relais efficaces au sein de l'appareil politique, administratif et médiatique et qui eux, bien évidemment, sont toujours très bien informés de ce type de réunions et consultations en ligne.

Il faut attendre le 30 novembre pour avoir les détails. Mais compte tenu de la politique de Bruxelles mobilité en la matière, il y a fort à parier que de nombreuses places de stationnement seront supprimées au nom de la mobilité douce et de la verdurisation, quand bien même d'autres options plus équilibrées seraient possibles.

Cela créera les mêmes problèmes pour les habitants que ceux déjà évoqués pour le tronçon 1, je n'y reviens pas.

La particularité ici est qu'on se situe dans un quartier qui comporte de très nombreux petits commerces.

Les grandes enseignes comme Lidl, Hubo, Action, qu'on trouve un peu plus loin sur ce qui est le « tronçon 2 », bénéficient de parkings privés mis à la disposition de leurs clients.

Ce n'est pas le cas des petits commerces et des indépendants, qui risquent donc d'être les grands perdants des réaménagements envisagés.

Cela concerne d'abord l'accès des clients. Une partie de la clientèle de ces commerces n'est pas locale et vient en voiture. Le fait de pouvoir se garer facilement est déterminant.

A ce titre, une étude a-t-elle été réalisée pour déterminer la part de la clientèle de passage dans la clientèle de ces petits commerçants et l'impact sur cette clientèle des suppressions de place de stationnement déjà prévues ou à prévoir ?

En cas d'impact négatif, a-t-on cherché à savoir s'il existe-t-il un réservoir de clientèle locale qui ne vient pas dans ces commerces mais qui pourrait y venir après le réaménagement ? Quid des commerces pour lesquels la baisse du chiffre d'affaires sera importante et durable ? Des aides ont-elles été prévues pour les soutenir ?

Merci de ne pas répondre en donnant l'exemple habituel des hypercentres villes piétonniers de Gand ou de Strasbourg, tout le monde comprendra qu'on ne peut pas comparer ce qui n'est pas comparable...

En outre, la ministre de la mobilité a indiqué aux députés bruxellois qu'elle ne voulait plus voir de camions ni de camionnettes garées sur la chaussée de Ninove. Or, ces camionnettes sont des outils de travail. Que va-t-il se passer si elles n'ont plus droit de cité dans le quartier ?

Par ailleurs, il est indiqué sur le site de Bruxelles mobilité que la place de la Duchesse du Brabant va être profondément modifiée pour être verdurisée. Que va-t-il se passer s'agissant du marché du mardi ? Pourra-t-il toujours se tenir ?

Nous verrons bientôt le ou les projets retenus, en espérant que tous ces aspects économique et sociaux ont bien été pris en compte, mais là encore, au vu de la politique actuelle de Bruxelles mobilité qui reste dans sa tour d'ivoire bien loin des réalités des bruxellois, en dépit des contestations qui ne cessent de se multiplier partout dans Bruxelles, nous en doutons fortement. Molenbeek ne peut pas se permettre de perdre ses commerces !

Nous aimerions que vous ne répondiez pas que c'est une voie régionale et que c'est donc la Région qui décide, et que vous n'y pouvez rien. C'est trop facile.

Nous attendons de vous que vous défendiez les intérêts de la commune et de ses habitants. Tous les habitants, et pas seulement certains d'entre eux, par qui et pour qui ce projet de Bruxelles mobilité est fait C'est aussi pour ça que vous avez été élus, ne l'oubliez-pas.

[VC1]Savez-vous 'il y a des problèmes particuliers dans cette rue ?

Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie over de werken Hertogin van Brabantplaats en Ninoofsesteenweg. (Aanvullend)

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation citoyenne chaussée de Ninove.pdf

4 Finances - CPAS - Modification budgétaire n°2 - Budget 2023

LE CONSEIL,

Vu la loi organique des CPAS et en particulier les articles 88 et 111;

Vu la délibération du 19 octobre 2023 du Conseil de l'Action sociale par laquelle celui-ci arrête les chiffres modifiés du budget de l'exercice 2023 du CPAS;

Vu l'avis favorable du Comité de concertation du 11 octobre 2023;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la délibération du 19 octobre 2023 du Conseil de l'Action sociale relative au budget 2023, modifié conformément aux tableaux repris en annexe.

Financiën - OCMW - Begrotingswijziging nr 2 - Begroting 2023

DE RAAD,

Gezien de organieke wet betreffende de OCMW's en in het bijzonder artikels 88 en 111;

Gezien de beraadslaging van 19 oktober 2023 van de Raad voor Maatschappelijk welzijn die de gewijzigde cijfers van de begroting 2023 van de OCMW vaststelt;

Gezien het gunstig advies van het overlegcomité van 11 oktober 2023;

BESLUIT :

Enig artikel :

De beraadslaging van 19 oktober 2023 van de Raad voor maatschappelijk welzijn betreffende de gewijzigde begroting 2023, in overeenstemming met de tabellen in bijlage, goed te keuren.

5 annexes / 5 bijlagen

20231019-A-0002-AN-001.pdf, 20231019-A-0002-AN-002.pdf, 20231019-A-0002-AN-003.pdf, 20231019-A-0002-DE-NL.pdf, 20231019-A-0002-DE-FR.pdf

5 **Secrétariat communal - Conseil de police - Remplacement de Monsieur Jamal Ikazban par Khalil Boufraquech - Report du 18/10/2023 - 2ème convocation.**

LE CONSEIL,

Vu l'élection des membres du Conseil de police en date du 12/12/2018 ;

Vu l'acte de présentation du 29/11/2018 signé pour accord par Leila AGIC, Laetitia Nsimire KALIMBIRIRO, Rachid MAHDAOUI, Paulette PIQUARD, Jamal IKAZBAN, conseillers communaux, présentant Jamal Ikazban comme membre effectif du Conseil de police, sans suppléant ;
Vu que Monsieur Jamal IKAZBAN a été élu membre du Conseil de police, sans suppléant ;

Vu la démission de Monsieur Jamal IKAZBAN en tant que Conseiller de police en date du 15/02/2023 ;

Vu le nouvel acte de présentation déposé par Laetitia Nsimire KALIMBIRIRO présentant Khalil BOUFRAQUECH comme membre effectif du Conseil de police ;

Vu l'article 19 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police Intégré, structuré à deux niveaux, ci-après dénommée "LPI" : "Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de police avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a pas de suppléants, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé la présentation du membre à remplacer, peuvent présenter ensemble un candidat membre effectif et un ou plusieurs candidats suppléants. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants l'étant dans l'ordre de leur présentation."

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2000 et du 7 novembre 2018 relatif à l'élection des membres du conseil de police dans chaque conseil communal ;

Constate que les conditions d'éligibilité sont remplies par le candidat-membre effectif ;

Constate que le membre effectif ne se trouve dans un des cas d'incompatibilité précisés à l'article 15 de la loi du 7 décembre 1998 ;

Proclame élu Khalil BOUFRAQUECH en tant que membre effectif du Conseil de police, suite à la démission de Monsieur Jamal IKAZBAN en tant que membre du Conseil de Police.

La présente délibération sera envoyée en deux exemplaires au Collège juridictionnel de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 18 bis de la loi du 7.12.1998 et à l'article 15 de l'arrêté royal du 20.12.2000 relatif à l'élection des membres du conseil de police dans chaque conseil communal.

Gemeentelijk secretariaat - Politieraad - Vervanging van de heer Jamal Ikazban door Mijnheer Khalil Boufraquech - Uitstel van 18/10/2023 - 2de oproep.

DE RAAD,

Gezien de verkiezing van de leden van de Politieraad op 12/12/2018 ;

Gezien de akte van indiening d.d. 29/11/2018 ondertekend voor akkoord door Leila AGIC, Laetitia Nsimire KALIMBIRIRO, Rachid MAHDAOUI, Paulette PIQUARD, Jamal IKAZBAN, gemeenteraadsleden, waarbij Jamal Ikazban werd voorgesteld als effectief lid van de Politie Raad, zonder plaatsvervanger ;

Gezien het feit dat de heer Jamal IKAZBAN verkozen is als lid van de Politieraad, zonder plaatsvervanger;

Gezien het ontslag van de heer Jamal IKAZBAN als politieraadslid op 15/02/2023;
Gezien het nieuwe voordrachtsdocument ingediend door Laetitia Nsimire KALIMBIRIRO waarbij Khalil BOUFRAQUECH wordt voorgedragen als effectief lid van de politieraad;
Gelet op artikel 19 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, hierna genoemd "LPI": "Wanneer een effectief lid ophoudt lid te zijn van de Politieraad vóór het verstrijken van zijn mandaat en hij geen vervangers heeft, mogen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, samen een kandidaat-functionaris en één of meer plaatsvervangende kandidaten voordragen. In dat geval worden deze kandidaten verkozen verklaard en worden de plaatsvervangende kandidaten verkozen in de volgorde van hun voordracht.
Gelet op de koninklijke besluiten van 20 december 2000 en 7 november 2018 betreffende de verkiezing van de leden van de politieraad in elke gemeenteraad;
Stelt vast dat aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden is voldaan door het kandidaat-volwaardig lid;
Stelt vast dat het effectieve lid zich niet in een van de gevallen van onverenigbaarheid bevindt die worden genoemd in artikel 15 van de wet van 7 december 1998;

Verklaart Khalil BOUFRAQUECH tot effectief lid van de politieraad naar aanleiding van het aftreden van de heer Jamal IKAZBAN als lid van de politieraad.

Twee exemplaren van deze resolutie zullen worden bezorgd aan het Gerechtelijk College van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, overeenkomstig artikel 18 bis van de wet van 7.12.1998 en artikel 15 van het koninklijk besluit van 20.12.2000 betreffende de verkiezing van de leden van de politieraad in elke gemeenteraad.

1 annexe / 1 bijlage

Acte de présentation de Monsieur Boufraquech.pdf

6 Secrétariat communal - IGRETEC - Approbation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire du 13 décembre 2023.

LE CONSEIL,

Considérant l'affiliation de la Commune/Ville/Province/CPAS à l'Intercommunale IGRETEC ;
Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Considérant que la prochaine assemblée générale ordinaire d'IGRETEC se déroulera le 13 décembre 2023 à 18h00 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les points 1 à 2 de l'ordre du jour :

1. Affiliations/Administrateurs
2. Première évaluation du Plan Stratégique 2023-2025

Article 2 :

De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 22 novembre 2023.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1 à 6000 Charleroi (isabelle.bayonnet@igretec.com)

Gemeentelijk secretariaat - IGRETEC - Goedkeuring van de dagorde van de gewone algemene vergadering van 13 december 2023.

DE RAAD,

Gezien de aansluiting van de gemeente/stad/provincie/CPAS bij de Intercommunale IGRETEC;
Gezien de code voor lokale democratie en decentralisatie;
Overwegende dat de volgende gewone algemene vergadering van IGRETEC zal plaatsvinden op 13 december 2023 om 18:00 uur;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De agendapunten 1 tot en met 2 goed te keuren :

1. Lidmaatschappen/Bestuurders
2. Eerste beoordeling van het Strategisch Plan 2023-2025

Artikel 2 :

Zijn afgevaardigden in deze vergadering op te dragen zich te schikken naar de wensen die de gemeenteraad in zijn vergadering van 22/11/2023 heeft geuit.

Een kopie van deze resolutie wordt gezonden aan IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1, 6000 Charleroi (isabelle.bayonnet@igretec.com).

2 annexes / 2 bijlagen

Note Associés.pdf, Plan stratégique 2023-2025.1ère évaluation.pdf

7 Secrétariat communal - Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G asbl - Démission d'un représentant à l'Assemblée Générale - Jef Van Damme.

LE CONSEIL,

Vu la démission de Monsieur Jef VAN DAMME en qualité de représentant de la commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée Générale de l'asbl Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G, sise à 1000 Bruxelles, Galerie Ravensteinj 3 boîte 7;

DECIDE :

Article unique :

De prendre acte de la démission de Monsieur Jef VAN DAMME en qualité de représentant de la commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée Générale de l'asbl Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G, sise à 1000 Bruxelles, Galerie Ravenstein 3 boîte 7.

Gemeentelijk Secretariaat - Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G vzw - Ontslag als vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering - Jef Van Damme.

DE RAAD,

Gezien het ontslag van Mijnheer Jef VAN DAMME als vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de vzw Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G, gevestigd te 1000 Brussel, Ravensteingalerij 3 bus 7;

BESLUIT :

Enig artikel :

Om akte te nemen van het ontslag van Mijnheer Jef VAN DAMME als vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de vzw Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G, gevestigd te 1000 Brussel, Ravensteingalerij 3 bus 7.

1 annexe / 1 bijlage

Démission+de+Monsieur+Van+Damme.pdf.pdf

8 **Secrétariat communal - Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G asbl - Désignation d'un représentant Assemblée Générale - Saliha RAISS.**

LE CONSEIL,

Vu la démission de Monsieur Jef VAN DAMME en qualité de représentant de la commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée Générale de l'asbl Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G;

DECIDE :

Article unique :

De désigner Madame Saliha RAISS, Echevine, en qualité de représentante de la commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée Générale de l'asbl Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G, sise à 1000 Bruxelles, Galerie Ravenstein 3 boîte 7 en remplacement de Monsieur Jef VAN DAMME.

Gemeentelijk Secretariaat - Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G vzw - Aanstelling vertegenwoordiger Algemene Vergadering - Saliha RAISS.

DE RAAD,

Gezien het ontslag van Mijnheer Jef VAN DAMME als vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G vzw;

BESLUIT :

Enig artikel :

Mevrouw Saliha RAISS, Schepen aan te stellen als vertegenwoordigster van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de vzw Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap - O.V.S.G gevestigd te 1000 Brussel, Ravensteingalerij 3

1 annexe / 1 bijlage

Démission+de+Monsieur+Van+Damme.pdf.pdf

9 **RH - Règlement de travail - Allocation de proximité - Modification - Service inspection urbanistique.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 26/01/2006, par laquelle il a décidé d'arrêter le règlement de travail du personnel de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean;

Vu la décision du 22/10/2009 par laquelle il a décidé de fixer le règlement sur les gardiens de la paix ;

Considérant que ce règlement sur les gardiens prévoit notamment une indemnité de proximité ;

Vu sa délibération du 23/12/2020 décidant d'étendre le règlement sur le paiement d'une prime de proximité aux gardiens de la paix, également aux Gardiens Intendants à la sécurisation de l'Administration centrale à partir de 2021;

Considérant que les agents techniques du service de l'inspection urbanistique, se trouvent également sur le terrain et sont ainsi soumis aux mêmes problèmes que les gardiens ;

Considérant que le règlement ne sera d'application à partir de 2024 ;

Considérant que le statut pécuniaire prévoit les montants suivants:

Le montant annuel de l'indemnité s'élève à

Année 1	:	669,31
Année 2		803,18
Année 3		937,04
Année 4		1.070,90
Année 5		1.204,76
Année 6 et suivantes		1.338,63

Considérant que le montant définitif dépend des jours prestés effectivement sur le terrain;

Considérant qu'il s'agirait d'une dizaine d'agents;

Considérant que la dépense sera inscrite au budget 2024;

DECIDE :

Article unique :

d'étendre le Règlement sur le paiement d'une prime de Proximité aux gardiens (de la paix et intendants), également aux agents de terrain du Service de l'Inspection urbanistique.

HR - Arbeidsreglement - Nabijheidstoelage - Wijziging - Dienst stedenbouwkundige inspectie.

10 **Prévention - Avenant à la convention d'occupation temporaire de l'immeuble sis Rue de Koninck, 38 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean visant à prolonger le délai de cette occupation jusqu'au 31 mars 2024.**

LE CONSEIL,

Considérant les missions du service de Médiation locale de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le service communal de médiation locale est amené à accompagner des conflits en lien avec l'espace public;

Considérant la décision prise par le Collège en sa séance du 16 juillet 2020 d'insérer le dispositif mis en place pour les personnes sans abri au sein du service de médiation locale ;

Considérant l'occupation temporaire des migrants située Rue De Koninck 38 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans un bâtiment appartenant à Citydev et pour laquelle une convention tripartie entre Citydev, l'asbl Chance for Humanity et la Commune a été établie du 1er février 2021 au 30 mars 2022 en vue de définir les prises en charge respectives par les partenaires de la Convention ;

Considérant que l'occupation temporaire a été prolongée une première fois jusqu'au 31 juillet 2023 et qu'une convention d'occupation visant à définir les prises en charge respectives entre Citydev, les nouvelles asbl encadrantes de l'occupation – les asbl Deux Euros 50 et BxlRefugees - et la Commune a été approuvée en Conseil communal du 26 décembre 2022 ;

Considérant que l'occupation temporaire, encadrée par les asbl Deux Euros 50 et BxlRefugees, a été prolongée une seconde fois jusqu'au 31 mars 2024 ; Considérant que la prolongation du délai d'occupation implique d'établir un avenant à la convention d'occupation entre Citydev, les asbl Deux Euros 50 et BxlRefugees et la Commune ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver l'avenant à la convention d'occupation temporaire de l'immeuble sis Rue de Koninck, 38 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean visant à prolonger le délai de cette occupation jusqu'au 31 mars 2024.

Wijziging van de tijdelijke bezettingsovereenkomst voor het gebouw gelegen aan de Koninckstraat 38, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, waarbij de duur van deze bezetting verlengd wordt tot 31 maart 2024.

DE RAAD,

Gezien de opdrachten van de lokale bemiddelingsdienst van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de plaatselijke bemiddelingsdienst conflicten in verband met de openbare ruimte moet begeleiden;

Gezien het besluit van het college in zijn vergadering van 16 juli 2020 om het voor daklozen opgezette systeem op te nemen in de lokale bemiddelingsdienst

Gezien de tijdelijke bezetting van migranten gelegen aan de De Koninckstraat 38 in 1080 Sint-Jans-Molenbeek in een gebouw dat toebehoort aan Citydev en waarvoor een tripartiete overeenkomst tussen Citydev, de vzw Chance for Humanity en de gemeente werd opgesteld van 1 februari 2021 tot 30 maart 2022 met het oog op het vastleggen van de respectieve verantwoordelijkheden van de partners in de overeenkomst;

Overwegende dat de tijdelijke bezetting voor het eerst werd verlengd tot 31 juli 2023 en dat een bezettingsovereenkomst die tot doel heeft de respectieve verantwoordelijkheden tussen Citydev, de nieuwe vzw's die toezicht houden op de bezetting - de vzw's Deux Euros 50 en BxlRefugees - en de Gemeente vast te leggen, op 26 december 2022 door de Gemeenteraad werd goedgekeurd;

Overwegende dat de tijdelijke bezetting, onder toezicht van de vzw Deux Euros 50 en BxlRefugees, voor een tweede maal verlengd werd tot 31 maart 2024;

Overwegende dat de verlenging van de bezettingstermijn het opstellen van een wijziging van de bezettingsovereenkomst tussen Citydev, de vzw Deux Euros 50 en BxlRefugees en de Gemeente impliceert;

BESLUIT :

Enig artikel :

Goedkeuring van de wijziging van de tijdelijke bezettingsovereenkomst voor het gebouw gelegen aan de Koninckstraat 38, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, waarbij de duur van deze bezetting verlengd wordt

tot 31 maart 2024.

1 annexe / 1 bijlage

Avenant convention Casa Tamam VF 9-10-23.docx

11 Enseignement francophone - Plan de Pilotage - Approbation du Plan de Pilotage de l'école n° 2 (Ecole Emeraude), suite à l'évaluation intermédiaire - Échéance Fédération Wallonie Bruxelles : 30 novembre 2023.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège échevinal en date du 27 août 2018 (012/27.08.2018/B/0223#) décidant :

Article 1 :

De prendre acte des nouveautés liées au Plan de Pilotage.

Article 2 :

D'accepter qu'une « convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des établissements scolaires » (voir modèle ci-joint) soit établie pour chaque établissement.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamentale et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié par le décret du 13 septembre 2018 ;

Considérant que l'entrée des écoles dans le Plan de Pilotage, organisé et imposé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, est obligatoire ;

Considérant que « l'élaboration du plan de pilotage et l'aide spécifique aux directions qui l'accompagne font l'objet d'un phasage en trois temps : une première tranche d'établissements avait déjà été fixée au 1^{er} septembre 2017 (pour les établissements qui élaboreront leur plan de pilotage dès le 1^{er} septembre 2018) et une deuxième tranche doit être fixée au 1^{er} septembre 2018 (pour les établissements qui élaboreront leur plan de pilotage à partir du 1^{er} septembre 2019). Au 1^{er} septembre 2019, le système devient organique pour tous les établissements scolaires et l'article 110, §1^{er}, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est, par conséquent, supprimé ;

Considérant que l'école 2 (*Ecole Emeraude*) a fait partie des 4 écoles communales francophones de Molenbeek-Saint-Jean à être entrée dans la première phase ;

Considérant que le Plan de Pilotage entre dans le cadre des travaux du Pacte pour un Enseignement d'Excellence ;

Considérant que dans ce cadre, dès la rentrée scolaire 2019-2020, le Plan de Pilotage représente un nouveau modèle de gouvernance qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration significative de la qualité et de l'équité de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que ce nouveau modèle de gouvernance est fondé, d'une part, sur le renforcement de l'implication et de l'autonomie des directions et des équipes pédagogiques et, d'autre part, sur leur responsabilisation dans une logique de reddition de comptes et de contractualisation ;

Considérant que le Plan de Pilotage est établi par le directeur d'école, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'école, tout en tenant compte du contexte spécifique de l'école, du projet d'établissement, des lignes directrices fixées par le PO et des moyens disponibles ;

Considérant que, dans les grandes, le Plan de Pilotage consiste en un état des lieux général de l'établissement à tous les niveaux et qu'il a pour but, d'une part, de maintenir et d'accroître encore les points forts de ce dernier, et d'autre part, de hisser le niveau des points les plus faibles ;

Considérant que le Plan de Pilotage doit être encodée individuellement par chaque école, à l'aide d'une application en ligne, après avoir été présenté, pour un avis strictement consultatif, à la CoPaLoc et au Conseil de Participation, et après avoir été approuvé par le Pouvoir Organisateur, c'est-à-dire par le Conseil Communal ;

Considérant qu'au terme des trois premières années (période éventuellement étendue, en raison de la crise sanitaire), une évaluation intermédiaire a lieu.

Considérant que chaque école doit remettre une évaluation du travail déjà accompli et, qu'ensuite, un rapport d'évaluation intermédiaire est transmis à l'école par la DCO (délégué aux contrats d'objectifs) ;

Considérant que la conclusion de ce rapport d'évaluation intermédiaire peut prendre 2 directions :

Soit le contrat d'objectifs se poursuit tel qu'il a été défini à la base et aucune adaptation ne doit être apportée par l'école ;

Soit le contrat d'objectifs doit être adapté, l'école disposant alors d'un temps défini pour y apporter les adaptations demandées par la FWB, par l'intermédiaire du DCO.

Considérant que l'école 2 a dû apporter des adaptations à son contrats d'objectifs ;

Considérant que le Conseil de Participation de l'école 2 a eu lieu le 9 octobre 2023 et a rendu un avis favorable et positif ;

Considérant que la CoPaLoc a lieu le 6 novembre 2023 ;

Considérant que le Plan de Pilotage doit être obligatoirement approuvé par le Pouvoir organisateur, à savoir le Conseil Communal, avant qu'il ne puisse être envoyé par l'école via l'application destinée à cet effet ;

Considérant que le Plan de Pilotage est ensuite présenté par le directeur d'école au DCO (Délégué aux contrats d'objectifs) par l'intermédiaire de l'application numérique « PILOTAGE » élaborée par l'ETNIC et sécurisée par Cerbère, l'infrastructure dédiée à la gestion et au contrôle des identités et des accès aux ressources informatiques de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que le Plan de Pilotage de l'école 2 est présenté ci-joint, tel qu'il peut être extrait de l'application afférente ;

Considérant que les Plans de Pilotage doivent aussi passer devant les Conseils de Participation de chaque école et devant la CoPaLoc, uniquement pour des avis consultatifs (dont les dates ont déjà été fixées) ;

Considérant qu'il est primordial que le Plan de Pilotage, qui doit d'abord être approuvé par le Conseil Communal, soit transmis dans les temps au DCO via l'application, dans la mesure où des sanctions, allant jusqu'à des réductions de subventions, peuvent avoir lieu.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°2 (*Ecole Emeraude*), repris en pièce-jointe.

Article 2 :

D'accepter que la communication quant à l'approbation de la décision soit transmise au Délégué au contrat d'objectifs (DCO) par le biais de l'application informatique développée par l'ETNIC.

Franstalig onderwijs - Stuurplan - Goedkeuring van het Stuurplan van school nr. 2 (School Emeraude), naar aanleiding van de tussentijdse evaluatie - Federatie Wallonië-Brussel deadline: 30 november 2023.

1 annexe / 1 bijlage

Plan de Pilotage - école 2 - après adaptations évaluation intermédiaire - Version non-confidentielle (qui peut être diffusée).pdf

12 Urbanisme - RC – Remise d'avis sur le Projet de Plan d'Aménagement Directeur Maximilien-Vergote - échéance.

LE CONSEIL

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (COBAT) et, notamment ses articles 30/1 à 30/11 insérés par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

Considérant que ces dispositions insèrent un nouvel outil de planification régional dans le droit de l'aménagement du territoire en Région Bruxelles-Capitale, appelé plan d'aménagement directeur (PAD) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 2018 adoptant le plan régional de développement durable (PRDD) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001 adoptant le plan régional d'affectation du sol (PRAS) ;

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) ;

Vu l'arrêté Ministériel du 7 juin 2019 donnant instruction de procéder à l'élaboration d'un projet de plan d'aménagement directeur pour la zone « Maximilien-Vergote » ;

Considérant que le périmètre du projet de PAD « Maximilien-Vergote » couvre les îlots compris entre le square Saintelette, le boulevard Bauduin, la rue Frontispice, la rue Nicolay, la chaussée d'Anvers, la rue Willem de Mol, le boulevard Roi Albert II, l'avenue de l'Héliport, la chaussée d'Anvers, le quai des Usines, la chaussée de Vilvorde, la rue Palais Outre-Monts, l'avenue de la Reine, la rue Claessens, le quai des Matériaux et la place des Armateurs, ainsi que le boulevard Léopold II ; que la limite ouest est constituée par le canal et ses traversées avec les pont Armateurs, De Trooz et le nouveau pont Suzan Daniel ;

Considérant que le périmètre n'est pas situé sur, et ne touche pas, le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ; que le périmètre sur le pont de la Saintelettesquare n'est tout simplement pas à la limite de la commune ; que, néanmoins, la commune de Molenbeek-Saint-Jean a été invitée à donner un avis sur le projet du PAD ;

Considérant que le projet de Plan d'Aménagement Directeur Maximilien-Vergote et son rapport sur les incidences environnementales sont soumis à l'avis des instances consultatives ainsi qu'à l'enquête publique du 16/10/2023 au 19/12/2023 conformément à l'art. 30/5, §1er du CoBAT ;

Considérant qu'un certain nombre d'ambitions du projet de PAD sont cohérentes avec la politique poursuivie par la commune ; que le PAD mobilise le territoire pour développer l'économie urbaine ; qu'il veut soutenir une mixité d'activités ; qu'il préconise des façades actives ; qu'il veut permettre des ouvertures paysagères ; qu'il impose un minimum de 25 % de logements sociaux pour les projets de plus de 2. 000 m² de surface de plancher ; qu'il veut favoriser les déplacements multimodaux ; qu'il veut créer un parc métropolitain de liaison ; qu'en résumé, le plan vise un développement mixte et équilibré, perçu positivement par la commune ;

Considérant qu'un certain nombre de questions peuvent toutefois être soulevées quant à la concrétisation de ces belles ambitions ;

Densité :

Considérant que les riverains ont déjà fait le constat que le quartier est densément peuplé ; que le diagnostic du RIE montre que le quartier correspond à la moyenne régionale en termes de densité de population ; qu'une densification limitée et contrôlée devrait donc être possible dans des zones bien étudiées, mais que le projet de PAD prévoit un développement maximal de l'ordre de 112 000 m² à l'intérieur du périmètre ; que, cependant, le développement maximal cumulé des différentes sous-zones dépasse largement ce chiffre ; qu'un simple calcul montre que le développement maximal à l'intérieur du périmètre est plutôt de l'ordre de 170 000 m² ; qu'aucun chiffre clair n'a pu être donné lors d'une réunion d'information, ce qui est regrettable et suggère que de tels chiffres n'ont pas été étudiés de manière approfondie ; que de tels chiffres sont bien sûr des maxima, mais que les promoteurs ne se privent pas d'utiliser pleinement ces maxima ;

Considérant qu'un tel développement ne peut être dissocié de la poursuite du développement du site Tour & Taxis ; qu'il en résultera une pression particulièrement élevée sur les deux rives du canal ; qu'un nombre particulièrement élevé de nouveaux logements sera créé dans ces quartiers et qu'il reste à voir si les équipements existants et futurs pourront faire face à une telle augmentation de la population ; que l'expérience de Molenbeek-Saint-Jean montre que des développements d'une telle ampleur doivent être traités avec une prudence particulière ; que les espaces verts font rapidement l'objet d'une surutilisation, ce qui ne résoudra pas les problèmes existants ;

Gabarits :

Considérant que des volumes de 60 m de hauteur sont autorisés à trois endroits, avec la possibilité de dépasser encore ces hauteurs maximales, moyennant une motivation ; que de telles hauteurs de bâtiments ne peuvent jamais être la solution à la densification qualitative des quartiers ; que les ombres portées et les vents tombants ont un impact trop important sur les fonctions environnantes ; que les tours résidentielles à partir du 9ème étage n'ont plus de lien avec la rue et la ville et qu'il est à craindre que de telles tours ne soient pas une amélioration aux problèmes existants dans le quartier, pire qu'une telle typologie ne fasse qu'exacerber les problèmes ; qu'un socle actif est évidemment positif, mais n'est au moins qu'une solution faute de mieux ; qu'il est nécessaire de limiter drastiquement les hauteurs maximales ; que l'on soupçonne que l'ambition est d'étendre un tissu de tours de grande hauteur de la Gare du Nord à la tour Upsite ; qu'un tel développement est inacceptable ;

Espace vert :

Considérant qu'en outre, pour le développement de deux des trois tours, des espaces verts existants sont sacrifiés, ce qui est inacceptable ; que c'est précisément l'ambition du PAD de créer un parc métropolitain unificateur, mais qu'actuellement cet espace vert est encore plus fragmenté, ce qui est évidemment inacceptable ;

Mixité :

Considérant qu'il n'est pas rare que des plafonds particulièrement stricts soient imposés pour les équipements d'intérêt collectif ou les services publics, les commerces et les activités de production ; qu'un tel plafond est particulièrement étrange et contraignant, notamment pour les équipements ; que cela laisse à penser qu'une réelle mixité des fonctions est restreinte plutôt qu'encouragée, telle que décrite dans les ambitions, ce que l'on peut constater dans les projets déjà réalisés le long du canal ; que, par ailleurs, dans les prescriptions particulières par zone, des minima pour le logement sont toujours imposés ; que l'évolution récente nous enseigne que le logement est de plus en plus devenu la fonction forte et qu'il convient justement de la restreindre au maximum (cf. PAD Heyvaert) ; que pour tendre vers une mixité des fonctions, il faut plutôt imposer des minima pour les équipements d'intérêt collectif ou de services publics, les commerces, les activités de production, etc.; que les minima de logement devraient être supprimés ;

Logement :

Considérant qu'il est regrettable que le projet de PAD ne prévoie pas l'obligation de créer un nombre minimum de grands logements ; que c'est précisément ce type de logement qui est particulièrement nécessaire dans ces quartiers ;

DECIDE :

Article unique

De soumettre l'avis du Collège au Conseil Communal, en sa prochaine séance :

-de demander au Conseil Communal d'approuver l'avis DEFAVORABLE émis par la commune de Molenbeek-Saint-Jean sur le projet de Plan d'Aménagement Directeur « Maximilien-Vergote ».

Stedenbouw - RC - Verstrekking van het advies van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek over het project Richtplan van Aanleg Maximiliaan-Vergote - vervaltermijn

DE RAAD

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) en, in het bijzonder, de artikels 30/1 tot 30/11 ingevoegd bij de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en de ordonnantie van 5 juni 1997 met betrekking tot de milieuvergunningen en tot wijziging van bepaalde aanverwante wetten;

Overwegende dat met deze bepalingen een nieuw instrument voor de gewestelijke planning wordt toegevoegd aan de wet inzake ruimtelijke ordening in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, richtplan van aanleg (RPA) genoemd;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 12 juli 2018 tot goedkeuring van het gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling (GPDO);

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 mei 2001 tot goedkeuring van het gewestelijk bestemmingsplan (GBP);

Gelet op de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (GSV);

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juni 2019, houdende de opdracht tot het uitwerken van een ontwerp van richtplan van aanleg voor de zone “Maximiliaan-Vergote”;

Overwegende dat de perimeter van het ontwerp van RPA ‘Maximiliaan-Vergote’ de huizenblokken beslaat tussen de Saintelettesquare, de Boudewijnlaan, de Frontispiesstraat, de Nicolaystraat, de Antwerpsesteenweg, de Willem de Molstraat en de Koning Albert II-laan, de Helihavenlaan, de Antwerpsesteenweg, de Werkhuizenkaai, de Vilvoordsesteenweg, de Paleizenstraat over de Bruggen, de Koninginnelaan, de Claessenstraat, de Materialenkaai en het Redersplein alsook de Leopold II-laan; dat de westelijke grens wordt gevormd door het kanaal en zijn overbruggingen met de Redersbrug en de De Troozbrug en de nieuwe Suzan Danielbrug;

Overwegende dat de perimeter zich niet op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek situeert, en hier ook niet aan raakt; dat de perimeter op de brug van de Saintelettesquare net niet grenst aan de gemeentegrens; dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek desalniettemin toch werd gevraagd een advies uit te brengen op het ontwerp van RPA;

Overwegende dat het ontwerp van richtplan van aanleg Maximiliaan-Vergote en zijn milieueffectenrapport onderworpen zijn aan het advies van de consulterende instanties en aan een openbaar onderzoek van 16 oktober 2023 tot en met 19 december 2023 in overeenstemming met het art. 30/05, §1 van het BWRO;

Overwegende dat een aantal ambities van het ontwerp van RPA overeenstemmen met de gevoerde politiek van de gemeente; dat het RPA het grondgebied mobiliseert om de stedelijke economie te ontwikkelen; dat het een mix van activiteiten wil ondersteunen; dat het pleit voor actieve gevels; dat het landschapsoeningen wil mogelijk maken; dat een minimum van 25% sociale woningen wordt opgelegd voor projecten van meer dan 2.000 m² vloeroppervlakte; dat het multimodale verplaatsingen wil bevorderen; dat het een grootstedelijk verbindend park wil creëren; dat het plan kortom streeft naar een gemengde en evenwichtige ontwikkeling, hetgeen als positief ervaren wordt door de gemeente;

Overwegende echter dat er toch een aantal vragen kunnen worden gesteld bij de concrete uitwerking van deze mooie ambities;

Dichtheid:

Overwegende dat buurtbewoners reeds de opmerking maakten dat de wijk dichtbevolkt is; dat uit de diagnose van het MER blijkt dat de wijk qua bevolkingsdichtheid overeenkomt met het gewestelijk gemiddelde; dat een beperkte en gecontroleerde verdichting dus in goed bestudeerde zones mogelijk moet zijn maar dat het ontwerp van RPA voorziet in een maximale ontwikkeling van ongeveer 112.000 m² binnen de perimeter; dat de cumulatieve maximale ontwikkeling van de diverse deelgebieden dit getal echter ver overschrijdt; dat een eenvoudige berekening leert dat de maximale ontwikkeling binnen de perimeter eerder rond de 170.000 m² ligt; dat gedurende een infovergadering geen duidelijk cijfer kon gegeven worden hetgeen te betreuren valt en doet vermoeden dat dergelijke getallen niet grondig onderzocht zijn geweest; dat dergelijke getallen uiteraard maxima zijn, maar dat ontwikkelaars er niet voor terugdeinzen deze maxima volledig te benutten;

Overwegende dat een dergelijke ontwikkeling niet los gezien kan worden van de verdere ontwikkeling van de Thurn & Taxissite; dat hierdoor een bijzonder hoge druk gelegd zal worden op beide oevers van het kanaal; dat een bijzonder hoog aantal nieuwe woningen in deze wijken gecreëerd zal worden en dat het nog maar de vraag is of de bestaande en toekomstige voorzieningen een dergelijke bevolkingstoename aankunnen; dat de ervaring in Sint-Jans-Molenbeek leert dat bijzonder voorzichtig omgesprongen dient te

worden met ontwikkelingen van dergelijke grootteorde; dat groene ruimten snel een overmatig gebruik kennen waardoor bestaande problemen niet verholpen zullen worden;

Bouvvolumes:

Overwegende dat op drie plaatsen volumes van 60 m hoogte worden toegelaten, waarbij de mogelijkheid bestaat deze maximale hoogtes, mits motivatie, nog verder te overschrijden; dat dergelijke bouwhoogtes nooit de oplossing kunnen zijn voor het kwalitatief verdichten van wijken; dat slagschaduw en valwinden een te grote impact hebben op de omliggende functies; dat woontorens vanaf de 9^e verdieping geen connectie meer hebben met de straat en de stad; dat te vrezen valt dat dergelijke torens geen verbetering zijn voor de bestaande problemen binnen de wijk, erger nog dat een dergelijke typologie de problemen enkel maar zal verergeren; dat een actieve plint uiteraard positief is, maar in wezen niet meer dan een lapmiddel is; dat het noodzakelijk is de maximale hoogtes drastisch te beperken; dat vermoed wordt dat de ambitie is om een weefsel met hoogbouw van het Noordstation door te trekken tot de Upsite-toren; dat een dergelijke ontwikkeling onaanvaardbaar is;

Groene ruimte:

Overwegende dat bovendien voor de ontwikkeling van twee van de drie hoogbouwtorens bestaande groene ruimte wordt opgeofferd, hetgeen ontoelaatbaar is; dat het net de ambitie van het RPA is om een verbindend grootstedelijk park te creëren, maar dat momenteel deze groene ruimte nog verder versnipperd wordt, hetgeen uiteraard niet te aanvaarden valt;

Gemengdheid:

Overwegende dat niet zelden bijzonder strikte maxima worden opgelegd voor voorzieningen van collectief belang of openbare diensten, handelszaken, en productieactiviteiten; dat een dergelijk plafond zeker voor voorzieningen bijzonder vreemd en beperkend is; dat dit doet vermoeden dat een werkelijke mix van functies eerder beperkt wordt dan aangemoedigd, zoals in de ambities beschreven staat, hetgeen we kunnen zien in de reeds gerealiseerde projecten langs het kanaal; dat bovendien in de aanvullende voorschriften steeds minima voor huisvesting worden opgelegd; dat de recente ontwikkelingen ons leren dat wonen meer en meer de sterke functie is geworden en dat deze net zoveel mogelijk aan banden gelegd moet worden (cf. PAD Heyvaert); dat, wil men streven naar een mix van functies, het noodzakelijk is eerder minima op te leggen voor voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten, handelszaken, productieactiviteiten, etc.; dat de minima voor huisvesting geschrapt dienen te worden;

Huisvesting:

Overwegende dat het te betreuren valt dat er binnen het ontwerp van RPA geen verplichting werd opgenomen tot het creëren van een minimumaantal grote woningen; dat het net dit type woning is waar bijzonder veel nood naar is in dergelijke wijken;

BESLIST:

Enig artikel

Het advies van het College voor te leggen aan de Gemeenteraad gedurende zijn eerstvolgende zitting:

-aan de Gemeenteraad te vragen het ONGUNSTIG advies uitgebracht door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek op het project van Richtplan van Aanleg Maximiliaan-Vergote.

13 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Prise de connaissance par le Conseil communal des décisions prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de lancement de marchés publics (art. 234, §3 NLC).**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale (Région de Bruxelles-Capitale) du 4 juin 1988 ;

Vu l'article 234, §3 de la nouvelle loi communale stipulant que "Le Collège des bourgmestre et échevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 EUR. Dans le cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance " ;

EST INFORME DE LA DECISION SUIVANTE DU COLLEGE :

- **En sa séance du 19 octobre 2023 (dossier 88116)** - Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché stock relatif a des missions d'assistance et d'études « géomètre-expert » concernant des projets initiés par l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean pour une période de 4 ans - CDC 23.024 ;
- **En sa séance du 19 octobre 2023 (dossier 88112)** - Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché stock de services relatif à des missions d'assistance et d'étude en essais de sol (entre autre tests en hydrologie) en vue de réaliser, entre autres, des études de stabilité dans le cadre des projets initiés par la commune de Molenbeek-Saint-Jean - Fixation et approbation des conditions du marché - CDC 23.019 - Relance ;
- **En sa séance du 26 octobre 2023 (dossier 87772)** - Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché stock de travaux relatif à la fourniture et au placement de coussins berlinois en voirie communale sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour une période de 4 ans - Fixation des conditions et approbation des documents du marché - CDC 23.026 ;
- **En sa séance du 26 octobre 2023 (dossier 86002)** - Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché stock de travaux relatif au placement et à l'entretien des marquages routiers en voirie communale sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean - Fixation des conditions et approbation des documents du marché - CDC 23.023.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Kennisname door de Gemeenteraad van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen inzake het plaatsen van overheidsopdrachten (art. 234, §3 Nieuwe Gemeentewet).

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) van 4 juni 1988 ;

Gelet op art. 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt : "het College van burgemeester en schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 140.000 EUR. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn

eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen" ;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER HET VOLGENDE COLLEGEBSLUIT :

- **In zijn zitting van 19 oktober 2023 (dossier 88116)** - Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Stockopdracht betreffende missies van bijstand en studies « deskundige-landmeter » met betrekking tot de projecten opgestart door het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek voor een periode van 4 jaar - Bestek 23.024 ;
- **In zijn zitting van 19 oktober 2023 (dossier 88112)** - Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Stockopdracht voor diensten met betrekking tot bijstand- en studiemissies inzake grondtesten (onder andere hydrologische testen) met het oog op de uitvoering van, onder andere, stabiliteitsstudies in het kader van de projecten geïnitieerd door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Bestek 23.019 - Herlancering ;
- **In zijn zitting van 26 oktober 2023 (dossier 87772)** - Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Stockopdracht voor werken betreffende de levering en de plaatsing van rijbaankussens op de gemeentelijke wegen van het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor een periode van 4 jaar - Vaststelling van de voorwaarden en goedkeuring van de documenten van de opdracht - Bestek 23.026 ;
- **In zijn zitting van 26 oktober 2023 (dossier 86002)** - Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Stockopdracht voor werken betreffende de plaatsing en het onderhoud van wegmarkeringen op de gemeentelijke wegen van het grondgebied van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek - Vaststelling van de voorwaarden en goedkeuring van de documenten van de opdracht - Bestek 23.023.

14 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat École Toots Thielemans - Activation du réfectoire - Règlement de l'appel.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2021 accordant un subside à la Commune de Molenbeek d'un montant de 563.144€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École Toots Thielemans" - Budget 2021;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par la Commune: Parvis de l'école, Activation de l'angle (salle de sport et réfectoire), le Talent des jeunes et le Coordinateur école quartier;

Vu sa délibération du 22/12/2021 approuvant les termes de la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale qui règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire, étant la Commune de Molenbeek, d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le programme du contrat école prévoit l'action 4.3 "Activation du réfectoire" pour laquelle la Commune devrait lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 4.3 "Activation du réfectoire" dans le cadre du Contrat Ecole Toots Thielemans.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract Toots Thielemans - Activatie van de refter - Reglement van de oproep.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 563.144€ aan de Gemeente Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract Toots Thielemans" - Begroting 2021;

Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Voorplein van de school, Activatie van de hoek (sportzaal en refter), het Talent van jongeren en de School-wijk coördinator;

Gelet op haar beraadslaging van 22/12/2021 houdende goedkeuring van de termen van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die de modaliteiten en voorwaarden regelt voor de terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de begunstigde, zijnde de gemeente Molenbeek;

Overwegende dat het programma voor het schoolcontract voorziet in actie 4.3 "Activatie van de refter", waarvoor de gemeente een oproep moet uitschrijven;

Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;

Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende actie 4.3 "Activatie van de refter" in het kader van het Schoolcontract Toots Thielemans goed te keuren.

4 annexes / 4 bijlagen

Formulaire de candidature FR Activation du réfectoire.pdf, Kandidatuur formulier NL Activatie van de refter.pdf, Règlement Appel à projets Activation du réfectoire.pdf, Reglement Projectoproep Activatie van de refter.pdf

-
- 15 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de services subséquent relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de faire de la rénovation lourde et de l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment de l'école 13 et de sa conciergerie, sis rue De Koninck n° 63-65 à Molenbeek-Saint-Jean – Modification de l'estimation du marché - CDC 23.015.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 26.04.2023 décidant e.a :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier général des charges de l'accord cadre établi par Sibelga ainsi que le cahier des charges spécifique au marché subséquent et ses annexes établis à cet effet par Sibelga et le Département infrastructures et Développement Urbain pour le marché de services relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation lourde et de l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment de l'école 13 et de sa conciergerie, sis rue De Koninck n°63-65 à Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2 :

De demander offre aux 4 bureaux sélectionnés dans le cadre de l'accord-cadre (lot 2) attribué par Sibelga.

Article 3 :

D'approuver la dépense globale (honoraires + défraiement) estimée à un montant de 300.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 63.000,00 EUR), soit 363.000,00 EUR TVAC prévue à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 et de la couvrir à 100% par le FDR 'subside à posteriori' (DC n° 33/2023, n° 44/2023, n° 45/2023, n° 738/2020).

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu à ce jour de modifier l'estimation de ce marché de services ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être (ré)estimée à 300.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 63.000 EUR), soit 363.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'une somme forfaitaire de 4.350 EUR TVAC (3 x 1.450,00 EUR) sera attribuée à titre de défraiement aux soumissionnaires non retenus, pour autant que ceux-ci aient introduit une offre jugée régulière et qu'ils aient obtenu un minimum de 50% des points au total ;

Considérant que le montant de la dépense globale (honoraires + défraiement) est de 367.350,00 EUR TVA comprise ;

Considérant que pour les honoraires, les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 pour un montant de 363.000 EUR TVAC et qu'ils seront financés de la manière suivante :

DC n°33/2023 pour un montant de 145.443,05 EUR TVAC ;

DC n°44/2023 pour un montant de 3.360,21 EUR TVAC ;

DC n°45/2023 pour un montant de 70.996,74 EUR TVAC ;

DC n°738/2020 pour un montant de 143.200,00 EUR TVAC ;

Considérant que pour les frais de défraiement, les crédits nécessaires pour cette dépense sont prévus à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 indiqués à la ligne budgétaire "School 1" pour un montant de 4.350 EUR et financés à 100% par emprunts ;

Prend connaissance de l'estimation modifiée du marché ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver la nouvelle estimation du marché de services relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation lourde et de l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment de l'école 13 et de sa conciergerie, sis rue De Koninck n°63-65 à Molenbeek-Saint-Jean qui s'élève à 367.350,00 EUR TVAC (honoraires + défraiement) dont les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Article 2

De financer la nouvelle estimation de la manière suivante :

- DC n°33/2023 pour un montant de 145.443,05 EUR TVAC ;
- DC n°44/2023 pour un montant de 3.360,21 EUR TVAC ;
- DC n°45/2023 pour un montant de 70.996,74 EUR TVAC ;
- DC n°738/2020 pour un montant de 143.200,00 EUR TVAC ;
- 4.350 EUR par emprunts ;

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Vervolgopdracht voor diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper met het oog op de uitvoering van de zware renovatie en de verbetering van de energieprestatie van het gebouw van school 13 en zijn conciërgewoning, gelegen aan de De Koninckstraat nr. 63-65 te Sint-Jans-Molenbeek – Wijziging van de raming van de opdracht - Bestek 23.015.

DE RAAD,

Gezien zijn beslissing van 26.04.2023 waarin werd beslist:

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten namelijk het algemeen bestek van de raamovereenkomst opgesteld door Sibelga alsook het specifiek bestek van de vervolgopdracht en zijn bijlages hiertoe opgesteld door Sibelga en het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, voor de opdracht voor diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper met het oog op de zware renovatie en de verbetering van de energieprestatie van het gebouw van school 13 en zijn conciërgewoning, gelegen De Koninckstraat nr. 63-65 te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren.

Artikel 2 :

Een offerte te vragen aan de 4 geselecteerde bureaus in het kader van de raamovereenkomst (perceel 2) gegund door Sibelga.

Artikel 3 :

De globale uitgave (honoraria + vergoeding) goed te keuren die wordt geraamd op een bedrag van 300.000,00 euro exclusief btw (btw 21% hetzij 63.000,00 euro), hetzij 363.000,00 euro inclusief btw, voorzien op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, en deze te dekken 100% door het reservfonds "subsidie a posteriori" (VR nr. 33/2023, nr. 44/2023, nr. 45/2023, nr. 738/2020).

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 en zijn latere wijzigingen;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Overwegende dat het nu noodzakelijk is om de raming van deze opdracht voor diensten te wijzigen,

Overwegende dat de globale uitgave voor de honoraria (opnieuw) geraamd kan worden op een bedrag van 300.000,00 EUR excl. btw (21% btw = 63.000 EUR), ofwel 363.000,00 EUR btw incl. ;

Overwegende dat een forfaitaire som van 4.350 EUR btw incl. (3 x 1.450,00 EUR) zal toegekend worden ter vergoeding van de niet-weerhouden inschrijvers, voor zover zij een regelmatige offerte hebben ingediend en zij minstens in totaal 50% van de punten behaalden;

Overwegende dat de totale uitgave (honoraria + vergoeding) 367.350,00 EUR inclusief btw bedraagt;

Overwegende dat voor de honoraria de nodige kredieten voor deze uitgave voorzien zijn op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 voor een bedrag van 363.000 EUR btw. incl. en dat ze gefinancierd worden als volgt :

VR nr. 33/2023 voor een bedrag van 145.443,05 EUR btw. incl. ;

VR nr. 44/2023 voor een bedrag van 3.360,21 EUR btw. incl. ;

VR nr. 45/2023 voor een bedrag van 70.996,74 EUR btw. incl. ;

VR nr. 738/2020 voor een bedrag van 143.200,00 EUR btw. incl. ;

Overwegende dat voor de vergoeding de nodige kredieten voor deze uitgave voorzien zijn op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 vermeld op de begrotingslijn "School 1" voor een bedrag van 4.350 EUR en voor 100% door leningsgelden worden gefinancierd ;

Neemt kennis van de wijziging van de raming van de opdracht ;

Gelet op art. 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST :

Artikel 1

De nieuwe raming de opdracht voor diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper met het oog op de zware renovatie en de verbetering van de energieprestatie van het gebouw van school 13 en zijn conciërgewoning, gelegen De Koninckstraat nr. 63-65 te Sint-Jans-Molenbeek voor een bedrag van 367.350,00 EUR btw incl. (honoraria + vergoeding) goed te keuren waarvan de nodige kredieten voor deze uitgave voorzien zijn op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 ;

Artikel 2

De uitgave voor deze opdracht te financieren als volgt :

VR nr. 33/2023 voor een bedrag van 145.443,05 EUR btw. incl. ;

VR nr. 44/2023 voor een bedrag van 3.360,21 EUR btw. incl. ;

VR nr. 45/2023 voor een bedrag van 70.996,74 EUR btw. incl. ;

VR nr. 738/2020 voor een bedrag van 143.200,00 EUR btw. incl. ;

4.350 EUR door leningsgelden

16 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Subside octroyé par la Région de Bruxelles-Capitale - Mise en accessibilité de la rue de l'Indépendance dans le cadre de son Plan d'accessibilité des voiries et des espaces publics (PAVE) - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu la demande de subside introduite par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en date du 30/01/2023 pour l'obtention d'un subside de la part de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'organisation et l'exécution de la mise en accessibilité de la rue de l'Indépendance dans le cadre de son Plan d'accessibilité des voiries et des espaces publics (PAVE) ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a répondu favorablement à notre demande en nous octroyant un subside de 801.343,14 EUR afin d'organiser et d'exécuter la mise en accessibilité de la rue de l'Indépendance ;

Considérant qu'une convention régissant l'octroi de ce subside doit être approuvée et signée par les deux parties ;

Prend connaissance de la Convention (ci-annexée) entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Subsidie toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Toegankelijkheid van de Onafhankelijkheidstraat in het kader van zijn plan voor het toegankelijk maken van de wegen en de openbare ruimtes (PAVE) - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend door de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek op 30/01/2023 voor het verkrijgen van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de organisatie en uitvoering van de toegankelijkheid van de Onafhankelijkheidsstraat in het kader van zijn plan voor toegankelijk maken van de wegen en de openbare ruimtes (PAVE);

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest positief heeft geantwoord op onze vraag en ons een subsidie van 801.343,14 EUR heeft toegekend voor de organisatie en uitvoering van de toegankelijkheid van de Onafhankelijkheidsstraat;

Overwegende dat een overeenkomst betreffende de toekenning van deze subsidie door beide partijen moet worden goedgekeurd en ondertekend;

Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

SUP23.908_MOL_convFR_PAVE.pdf, SUP23.908_MOL_convNL_PAVE.pdf

17 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot Courtrai-Ostende (CACI) - Subvention Beliris pour l'achat de terrains et d'immeubles dans le périmètre du CACI - Approbation du Protocole d'accord 2.11.1.19.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 octobre 2022 (séance du 8/09/2022) par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale décide du lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot pour le périmètre « Courtrai-Ostende » ;

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du CQD "Etangs Noirs" ;

Vu le courrier du 6 juillet 2022 de Beliris notifiant l'octroi d'une subvention pour un montant maximum de 3.000.000 € pour l'acquisition des terrains situés rue de Courtrai 49-51-53-55 et rue d'Ostende 74 ;

Considérant qu'un protocole d'accord régissant l'octroi de ce subside doit être approuvé et signé par toutes les parties ;

Prend connaissance du protocole d'accord 2.11.1.19 (ci-annexé) entre Beliris, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le protocole d'accord 2.11.1.19 entre Beliris, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention de Beliris pour l'acquisition des terrains situés rue de Courtrai 49-51-53-55 et rue d'Ostende 74.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - As- en Huizenblokcontract (AHC) - Subsidie door Beliris voor de aankoop van terreinen en gebouwen in de perimeter van het AHC - Goedkeuring van het protocolakkoord 2.11.1.19.

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016;
Gezien de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 oktober 2022 (zitting van 08/09/2022) waarbij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering beslist om, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het As- en Huizenblokcontract voor de perimeter "Kortrijk-Oostende" op te starten;
Gezien de brief van 15 juli 2022 ter kennisgeving van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma van het DWC "Zwarte Vijvers";
Gezien de brief van 6 juli 2022 van Beliris waarin de toekenning van een subsidie voor een maximumbedrag van € 3.000.000 voor de aankoop van de terreinen gelegen te Kortrijkstraat 49-51-53-55 en Oostendestraat 74 wordt gemeld;
Overwegende dat een protocolakkoord betreffende de toekenning van deze subsidie door alle partijen moet worden goedgekeurd en ondertekend;
Neemt kennis van het protocolakkoord 2.11.1.19 (in bijlage) tussen Beliris, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;
Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

Het protocolakkoord 2.11.1.19 tussen Beliris, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie van Beliris voor de aankoop van de terreinen gelegen Kortrijkstraat 49-51-53-55 en Oostendestraat 74 vast te leggen.

1 annexe / 1 bijlage

protocole d'acquisition rue de courtrai et d'ostende _version finale.pdf

18 Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest" - Opération 1.3 "Crèche et Accueil rue de Lessines 37/39" - Marché conjoint entre la Commune et l'asbl De Molenketjes - Convention de collaboration - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 14 février 2019 approuvant le programme de revitalisation urbaine du contrat de quartier durable « Autour du Parc de l'Ouest » et octroyant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean une subvention pour la mise en oeuvre de ce programme;
Considérant que le programme prévoit l'opération "1.3. Crèche et Accueil rue de Lessines 37-39", dont la future occupante sera l'asbl De Molenketjes;
Vu la délibération du Conseil communal en date du 24 novembre 2021 décidant d'approuver les termes du projet de convention qui stipulent, entre autres, que la Commune s'engage à octroyer un droit réel à l'asbl De Molenketjes sur le bien sis rue de Lessines 37-39, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré division 3, section B, numéro 819/S/6, et ce à condition que la Commune devienne propriétaire dudit bien;
Considérant que plusieurs éléments de ladite convention, approuvée par le Conseil communal du 24

novembre 2021, sont à préciser et d'autres à tout simplement modifier notamment vis-à-vis de la gestion financière du projet et de l'engagement de la Commune d'octroyer des droits réels à l'asbl De Molenketjes une fois le projet réceptionné provisoirement;

Vu la délibération du Collège en date du 07 octobre 2021 décidant e.a. :

- D'approuver l'avant-projet et son estimation tel que présenté par KPW ARCHITECTEN BV CVBA, Vital Decosterstraat, 50 - 3000 LEUVEN concernant la mission complète d'auteur de projet en vue de la construction d'une crèche néerlandophone, de la Maison de l'Enfant et d'un point de consultation Kind en Gezin à la rue de Lessines 37-39 à Molenbeek-Saint-Jean ;
- D'inviter l'auteur de projet KPW ARCHITECTEN BV CVBA, Vital Decosterstraat, 50 - 3000 LEUVEN à introduire une demande de permis d'urbanisme ;

Considérant que la Commune et l'asbl De Molenketjes portent conjointement le marché de travaux relatif à l'opération "1.3. Crèche et Accueil rue de Lessines 37-39" dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest";

Considérant que dans le cadre de l'opération, des co-financements sont demandés à la Commission Communautaire Flamande (VGC) et Het Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden (VIPA), et qu'à cet effet un dossier de candidature doit être introduit par l'asbl De Molenketjes auprès de VIPA ;

Considérant donc que, pour la bonne gestion de l'opération "1.3. Crèche et Accueil rue de Lessines 37-39", il est recommandé de passer un marché conjoint pour les travaux entre la Commune et l'asbl De Molenketjes, qui désignera la Commune comme pouvoir adjudicateur pour ce marché ;

Considérant que ce marché conjoint est précédé d'une convention de collaboration (ci-annexée) entre la Commune et l'asbl De Molenketjes afin de définir les modalités exactes de la collaboration entre les deux parties, aussi bien d'un point de vue marché public que d'un point de vue financier;

Considérant que cette nouvelle convention de collaboration remplace la précédente convention, établie entre la Commune et l'asbl De Molenketjes, et approuvée par le Conseil communal du 24 novembre 2021;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention qui prépare le marché conjoint établie pour l'opération "1.3. Crèche et Accueil rue de Lessines 37-39" du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest" entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl De Molenketjes.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" - Operatie 1.3. "Kinderdagverblijf en Onthaal Lessenstraat 37/39" - Gezamenlijke opdracht tussen de Gemeente en De Molenketjes vzw - Samenwerkingsovereenkomst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 februari 2019 houdende goedkeuring van het programma voor stadsvernieuwing van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" en tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van dit programma;

Overwegende dat het programma de operatie "1.3 Kinderdagverblijf en onthaal Lessentraat 37-39" voorziet, waarvan de toekomstige beheerder De Molenketjes vzw zal zijn;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24 november 2021 houdende goedkeuring van de bepalingen van de bijgevoegde ontwerpovereenkomst, waarin onder meer wordt bepaald dat de gemeente zich ertoe verbindt aan De Molenketjes vzw een zakelijk recht te verlenen op het onroerend goed gelegen Lessenstraat 37/39, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastréerd Afdeling 3, sectie B,

nummer 819/S/6, en dit op voorwaarde dat de gemeente eigenaar wordt van dit onroerend goed;
Overwegende dat verschillende elementen van voornoemde overeenkomst, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24 november 2021, moeten worden verduidelijkt en andere elementen moeten worden aangepast, met name wat betreft het financieel beheer van het project en de verbintenis van de gemeente om een zakelijk recht toe te kennen aan De Molenketjes vzw na de voorlopige oplevering van het project;

Gelet op de beraadslaging van het College van 07 oktober 2021 waarbij o.a. wordt beslist :

- Het voorontwerp en de raming zoals voorgesteld door KPW ARCHITECTEN BV CVBA, Vital Decosterstraat, 50 - 3000 LEUVEN betreffende de volledige opdracht van projectontwerper met het oog op de bouw van een Nederlandstalig kinderdagverblijf, het Huis van het Kind en een consultatiepunt Kind&Gezin gelegen Lessenstraat 37/39, in 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;
- De projectontwikkelaar KPW ARCHITECTEN BV CVBA, Vital Decosterstraat, 50 - 3000 LEUVEN uit te nodigen een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning in te dienen;

Overwegende dat de gemeente en De Molenketjes vzw gezamenlijk drager zijn van de opdracht van werken voor de operatie "1.3. Kinderdagverblijf en onthaal Lessenstraat 37-39";

Overwegende dat in het kader van de operatie cofinanciering wordt gevraagd aan de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en Het Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden (VIPA) en dat hiervoor een kandidatuur dossier moet worden ingediend door De Molenketjes vzw bij VIPA;

Overwegende derhalve dat het voor een goed beheer van de operatie "1.3 Kinderdagverblijf en Onthaal Lessenstraat 37-39" aanbevolen is een gezamenlijke opdracht voor werken te plaatsen tussen de Gemeente en De Molenketjes vzw, waarbij de gemeente als aanbestedende overheid voor deze opdracht wordt aangewezen;

Overwegende dat deze gezamenlijke opdracht voorafgegaan wordt door een samenwerkingsovereenkomst (bijgevoegd) tussen de Gemeente en De Molenketjes vzw om de precieze modaliteiten van de samenwerking tussen beide partijen vast te leggen, zowel vanuit het oogpunt van overheidsopdrachten als vanuit financieel oogpunt;

Overwegende dat deze nieuwe samenwerkingsovereenkomst de vorige overeenkomst tussen de gemeente en De Molenketjes vzw, die op 24 november 2021 door de Gemeenteraad werd goedgekeurd, vervangt;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel:

De overeenkomst die de gezamenlijke opdracht voorbereidt met betrekking tot operatie "1.3 Kinderdagverblijf en Onthaal Lessenstraat 37-39" van het DWC-programma "Rondom Westpark" tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en De Molenketjes vzw, goed te keuren.

19 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 6 « Autour de Simonis » - Opération A2.2.c : « carrefour rue de Normandie » - Convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la commune de Koekelberg.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 6 « Autour de Simonis » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 octroyant une subvention à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'exécution du programme du CRU 6 « Autour de Simonis » ;

Vu l'article 48 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Considérant que ledit programme prévoit l'opération A2.2.c : « carrefour rue de Normandie », correspondant au réaménagement du carrefour à l'intersection des rues de Normandie, de l'Armistice, de Ganshoren et de l'avenue Mahatma Gandhi ;
Considérant que le carrefour de Normandie traverse les territoires conjoints de la commune de Koekelberg et de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
Considérant qu'il est opportun, au vu de la situation territoriale, que le réaménagement de façade à façade du carrefour fasse l'objet d'un marché conjoint d'études et d'un marché conjoint de travaux ;
Considérant qu'il est donc nécessaire de conclure une convention entre les deux parties ;
Prend connaissance de la convention (ci-annexée) entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la commune de Koekelberg mandatant la commune de Molenbeek pour intervenir au nom et pour le compte des deux parties pour la passation et l'exécution du marché conjoint d'études et du marché conjoint de travaux relatifs au réaménagement du carrefour Normandie de façade à façade ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la commune de Koekelberg mandatant la commune de Molenbeek pour intervenir au nom et pour le compte des deux parties pour la passation et l'exécution du marché conjoint d'études et du marché conjoint de travaux relatifs au réaménagement du carrefour Normandie de façade à façade.

Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract (SVC) 6 "Rondom Simonis" - operatie A2.2.c: "kruispunt Normandiëstraat" - Overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Koekelberg.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 6 "Rondom Simonis";

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 waarbij een subsidie wordt toegekend aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van het SVC-programma 6 "Rondom Simonis";

Gezien artikel 48 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat het programma voorziet in de operatie A2.2.c: "kruispunt Normandiëstraat", overeenkomende met de heraanleg van het kruispunt op de kruising van de Normandiëstraat, de Wapenstilstandstraat, de Ganshorenstraat en de Mahatma Gandhi-laan;

Overwegende dat het kruispunt Normandië het gezamenlijk grondgebied van de gemeente Koekelberg en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek doorkruist;

Overwegende dat, gezien de territoriale situatie, het aangewezen is dat de herinrichting van het kruispunt Normandië van gevel tot gevel het voorwerp uitmaakt van een gezamenlijke opdracht voor studies en van een gezamenlijke opdracht voor werken;

Overwegende dat het dus noodzakelijk is om een overeenkomst te sluiten tussen beide partijen;

Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Koekelberg waarbij de gemeente Molenbeek wordt gemachtigd om in naam en voor rekening van beide partijen op te treden voor de gunning en de uitvoering van de gezamenlijke opdracht voor studies en van de gezamenlijke opdracht voor werken met betrekking tot de heraanleg van het kruispunt Normandië van gevel tot gevel;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de gemeente Koekelberg goed te keuren waarbij de gemeente Molenbeek wordt gemachtigd om in naam en voor rekening van beide partijen op te treden voor de gunning en de uitvoering van de gezamenlijke opdracht voor studies en van de gezamenlijke opdracht voor werken met betrekking tot de heraanleg van het kruispunt Normandië van gevel tot gevel.

2 annexes / 2 bijlagen

20230606_NORM000_Convention_KK-Molenbeek_FR.pdf, 20230606_NORM000_Convention_KK-Molenbeek_NL.pdf

20 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable (CQD) « Etangs Noirs » - Programme FEDER 2021-2027 Projet 5.1-CQD.04 “CQD Etangs Noirs - Pôle polyvalent de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale” - Approbation de la convention d’octroi de la subvention FEDER.**

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du Contrat de Quartier Durable (CQD) « Etangs Noirs » ;

Vu le courrier du 18 juillet 2023 notifiant la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en date du 29 juin 2023, de sélectionner le projet « CQD Etangs Noirs - Pôle polyvalent de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale » dans le cadre de la programmation FEDER 2021-2027 et d’y octroyer un subside de 1.300.000 EUR ;

Considérant qu’une convention régissant l’octroi de ce subside doit être approuvée et signée par les deux parties ;

Prend connaissance de la Convention (ci-annexée) entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean qui a pour objet de déterminer la procédure d’octroi de la subvention ;

Vu l’article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D’approuver la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean qui a pour objet de déterminer la procédure d’octroi de la subvention pour le projet « CQD Etangs Noirs - Pôle polyvalent de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale » dans le cadre de la programmation FEDER 2021-2027 .

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers" - EFRO Programma 2021-2027 Project 5.1-DWC.04 "DWZ Zwarte Vijvers - Polyvalente Pool van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang" - Goedkeuring van de overeenkomst tot toekenning van de EFRO subsidie.

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016;

Gezien de brief van 15 juli 2022, waarbij kennis wordt gegeven van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers";

Gezien de brief van 18 juli 2023, waarbij kennis wordt gegeven van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om, op datum van 29 juni 2023, het project “DWC Zwarte Vijvers - Polyvalente Pool van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang” te selecteren in het kader van het

EFRO programma 2021-2027 en ervoor een subsidie van 1.300.000 EUR toe te kennen;
Overwegende dat een overeenkomst betreffende de toekenning van deze subsidie door beide partijen moet worden goedgekeurd en ondertekend;
Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;
Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren met als doel de procedure tot toekenning van de subsidie voor het project “DWC Zwarte Vijvers - Polyvalente Pool van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang” in het kader van het EFRO programma 2021-2027 vast te leggen.

2 annexes / 2 bijlagen

OVEREENKOMST 2021-2027 - 5.1 DWC Zwarte Vijvers Version 1.pdf, Convention 2021-2027 - CQD Etangs Noirs.pdf

21 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de quartier durable Petite Senne - Occupation temporaire du bien sis quai de l'Industrie 75 - Avenant à la convention.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 04/09/2019 d'approuver entre autres le projet de convention d'occupation, pour une période allant du 1er octobre 2019 au 31 décembre 2020 par l'ASBL DAK de l'immeuble sis Quai de l'Industrie 75;

Vu la décision du Conseil communal du 23/12/2020 de limiter entre autres l'occupation par l'ASBL Domus Art Kunst (DAK) aux 2 étages du volume à l'intérieur d'îlot du bien, sis quai de l'Industrie 75, 1080 Bruxelles, et de prolonger la mise à disposition de cette partie du bien à l'ASBL Domus Art Kunst en fonction de l'avancement du projet "Recyclerie", dont Beliris est le maître d'ouvrage;

Considérant que cette limitation de l'occupation temporaire a été imposée dans un contexte de Corona;
Considérant que l'ASBL Domus Art Kunst (DAK) a contacté la Commune pour l'informer qu'elle va quitter les lieux durant le premier trimestre de l'année 2024 et pour faire la demande de pouvoir utiliser de nouveau le rez-de-chaussée dudit bien pour organiser quelques événements culturels durant cette fin d'année pour symboliquement clôturer l'occupation temporaire;

Considérant que la Commune n'y voit pas d'inconvénient;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver de nouveau l'occupation temporaire par l'ASBL Domus Art Kunst (DAK) du rez-de-chaussée du bien, sis quai de l'Industrie 75, 1080 Bruxelles, de prolonger l'occupation temporaire du bien par l'ASBL DAK jusqu'au 31 mars 2024 et d'approuver un avenant à la convention:

- Article 1 de la convention est maintenant à lire comme suit:

"La Commune donne à l'Occupant temporaire qui accepte, un droit d'occupation temporaire sur le rez-de-chaussée et les 2 étages du volume à l'intérieur d'îlot du bien immeuble sis à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, quai de l'Industrie 75, et ce afin qu'il puisse en assurer la gestion.

Le bien visé ci-dessus est donné en occupation temporaire à l'Occupant pour continuer ses activités (lieu d'ateliers de création, de réunions et de stockage) avec une ouverture au public (en respectant l'avis du SIAMU, assurances etc)."

- Article 2, 1ère phrase de la convention est maintenant à lire comme suit:

"La présente convention est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur à compter de sa

signature par les parties et prend fin de plein droit et sans mise en demeure le 31/03/2024."

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam wijkcontract Zinneke - Tijdelijk gebruik van het goed gelegen te Nijverheidskaai 75 - Aanhangsel bij de overeenkomst.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 04/09/2019 om o.a. het ontwerp van de gebruiksovereenkomst goed te keuren, voor een periode gaande van 1 oktober 2019 tot 31 december 2020, door de vzw DAK van het gebouw gelegen te Nijverheidskaai 75;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 23/12/2020 om o.a. het gebruik door de vzw Domus Art Kunst (DAK) te beperken tot de 2 verdiepingen van het volume in het binnengebied van het pand, gelegen aan de Nijverheidskaai 75 te 1080 Brussel en de terbeschikkingstelling van dit deel van het gebouw aan de vzw Domus Art Kunst te verlengen in functie van de voortgang van het project "Recyclerie", waarvan Beliris bouwheer is;

Overwegende dat deze beperking van het tijdelijk gebruik werd opgelegd in een Corona-context;

Overwegende dat de vzw Domus Art Kunst (DAK) de Gemeente gecontacteerd heeft om haar te informeren dat ze hun tijdelijk gebruik gaan beëindigen in het eerste trimester van het jaar 2024 en om te vragen om opnieuw de gelijkvloerse verdieping van het genoemde pand te mogen gebruiken om enkele culturele evenementen te organiseren tijdens dit eindejaar om haar tijdelijk gebruik symbolisch af te sluiten;

Overwegende dat de Gemeente hier geen bezwaar in ziet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het tijdelijk gebruik door de vzw Domus Art Kunst (DAK) van de gelijkvloerse verdieping van het pand, gelegen aan de Nijverheidskaai 75 te 1080 Brussel opnieuw toe te laten, het tijdelijk gebruik van het gebouw door de vzw DAK te verlengen tot 31 maart 2024, en bijgevolg een aanhangsel bij de overeenkomst goed te keuren:

- Artikel 1 van de overeenkomst dient nu als volgt te worden gelezen:

"De Gemeente geeft aan de tijdelijke gebruiker, die het aanvaardt, een tijdelijk gebruiksrecht op de gelijkvloerse en de 2 verdiepingen van het volume in het binnengebied van het goed gelegen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Nijverheidskaai 75, en dit om het beheer ervan te verzekeren.

Het hierboven bedoelde goed wordt in tijdelijk gebruik gegeven aan de tijdelijke gebruiker om er zijn activiteiten voort te zetten (plaats voor creatieve ateliers, vergaderingen en stockage) met een openstelling aan het publiek (met respect voor het advies van de brandweer, de verzekeringen enz.)."

- Artikel 2, eerste zin van de overeenkomst dient nu als volgt te worden gelezen:

"Deze overeenkomst is afgesloten voor een bepaalde duur. Ze treedt in werking vanaf de ondertekening door de partijen en eindigt automatisch en zonder ingebrekestelling op 31/03/2024."

22 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de rénovation urbaine 5 Heyvaert - Poincaré - rue Heyvaert 59-61, 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Conclusion d'un droit d'emphytéose avec la RBC, approbation du projet d'acte d'emphytéose.**

LE CONSEIL,

Vu la notification du Ministre-Président du 1er avril 2020 de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (séance du 19 décembre 2019) :

- d'exercer le droit de préemption sur le bien "Heyvaert 59-61" en finançant son acquisition via le solde de l'enveloppe du projet E1 "acquisitions-zone canal-Heyvaert" du Contrat de Rénovation Urbaine 5 "Heyvaert-Poincaré";
- de charger la Commune de Molenbeek-Saint-Jean de développer un premier projet

d'occupation temporaire du site - en collaboration avec le SPRB Direction Facilities/Régie foncière - en y implantant l'asbl Casablanca (économie sociale / insertion socio-professionnelle)

- de charger la Commune de Molenbeek-Saint-Jean - en collaboration avec Urban.brussels et Perspective.brussels - de développer un scénario opérationnel détaillé en vue du redéploiement du site "Heyvaert 59-61" en vue de:
 - maintenir une activité productive de type économie sociale
 - désenclaver l'îlot par la démolition partielle des entrepôts existants
 - construire des logements à front de rue;

Vu l'arrêté de la Bourgmestre du 30 novembre 2022 déclarant le bâtiment dangereux et ordonnant sa démolition immédiate ;

Considérant que vu que les travaux de démolition ont été réalisés, la parcelle n'est, à présent, plus bâtie ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020 approuvant le programme pluriannuel 2021-2025 "Politique de la Ville par le développement des quartiers" de la commune de Molenbeek-Saint-Jean incluant le projet "3.5. Heyvaert, la production en ville" ;

Considérant que le bien sis rue Heyvaert 59-61 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean est cadastré 3ème Division, section B, n°946g11 et n°946t11 ;

Considérant que les crédits nécessaires pour la redevance d'un euro sont prévus à l'article 9220/712-6C du budget extraordinaire de l'exercice 2023 sur fonds propres (boni extraordinaire) ;

Considérant qu'il convient à présent de formaliser la relation contractuelle entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean par la conclusion d'un bail emphytéotique moyennant les modalités suivantes :

- Durée : 50 ans ;
- Redevance : 1 EUR payable en une fois ;
- Destination du bien : le projet comporte deux parties : des logements sur l'avant de la parcelle et une activité productive sur l'arrière de la parcelle ;
- Charges et impositions : prises en charge par la commune de Molenbeek-Saint-Jean pendant la durée de l'emphytéose ;
- Sort des travaux en fin de bail : accession par la Région de Bruxelles-Capitale des travaux réalisés par la commune de Molenbeek-Saint-Jean (sans indemnité) ;
- Frais de l'acte : à charge de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le projet d'acte de droit réel d'emphytéose réalisé par le notaire Bertrand Nerinx et joint à la présente délibération ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la conclusion d'un bail emphytéotique octroyant un droit réel de la part de la Région de Bruxelles-Capitale à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean sur le bien sis rue Heyvaert 59-61, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 3ème Division, section B, n°946g11 et n°946t11 aux conditions et modalités reprises ci-dessus ;

Article 2 :

D'approuver le projet d'acte de droit réel d'emphytéose réalisé par le notaire Bertrand Nerinx et joint

à la présente délibération ;

Article 3 :

D'approuver le mode de financement de la dépense de 1 EUR par fonds propres (boni extraordinaire) ;

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract 5 Heyvaert - Poincaré - Heyvaertstraat 59-61, 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Afsluiting van een erfpacht met het Brussels Gewest, goedkeuring van de ontwerpakte voor de erfpacht.

DE RAAD,

Gezien de betekening van de Minister-President van 1 april 2020 van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (zitting van 19 december 2019) om

- haar voorkeurecht uit te oefenen op het pand "Heyvaert 59-61" en deze aankoop te financieren met het saldo van de enveloppe van het project E1 "aankopen-zone kanaal-Heyvaert" van het Stadsvernieuwingscontract 5 "Heyvaert-Poincaré";
- de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek op te dragen om een eerste project van tijdelijk gebruik van de site te ontwikkelen - in samenwerking met de GOB Directie Faciliteiten/Grondregie - door er de vzw Casablanca te installeren (sociale economie / socio-professionele inschakeling)
- de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek op te dragen - in samenwerking met Urban.brussels en Perspective.brussels - een gedetailleerd operationeel scenario te ontwikkelen met het oog op de reorganisatie van de site "Heyvaert 59-61" met het oog op:
 - het behoud van een productieactiviteit van het type sociale economie
 - het ontsluiten van het woonblok door de gedeeltelijke afbraak van de bestaande opslagplaatsen
 - het bouwen van woningen aan de straatkant;

Gelet op het besluit van de Burgemeester van 30 november 2022 om het gebouw gevaarlijk te verklaren en de onmiddellijke sloop ervan te bevelen;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid via wijkontwikkeling" van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek met inbegrip van het project "3.5. Heyvaert, productie in de stad" ;

Overwegende dat het goed gelegen in de Heyvaertstraat 59-61 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek gekadastraerd is in de 3e afdeling, sectie B, nr. 946g11 en nr. 946t11 ;

Overwegende dat de nodige kredieten voor de vergoeding van 1 euro voorzien zijn op artikel 9220/712/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 op eigen middelen (buitengewoon overschot) ;

Overwegende dat het thans wenselijk is de contractuele relatie tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek te formaliseren door het sluiten van een erfpachtovereenkomst met de volgende modaliteiten :

- Duur: 50 jaar ;
- Vergoeding: 1 EUR in één keer te betalen ;
- Bestemming van het goed: het project wordt in twee delen uitgevoerd : woningen aan de voorkant van het perceel en een productieve activiteit aan de achterkant van het perceel ;
- Lasten en belastingen: ten laste van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de duur van de erfpacht ;
- Bestemming van de werken aan het einde van de overeenkomst: overname door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek uitgevoerde werken (zonder vergoeding) ;
- Kosten van de akte: ten laste van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de door notaris Bertrand Nerinx opgestelde en bij deze beraadslaging gevoegde ontwerpakte van zakelijk recht van erfpacht ;

Gezien de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De afsluiting van een erfpachtovereenkomst goed te keuren waarbij een zakelijk recht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek wordt gegeven op het onroerend goed gelegen in de Heyvaertstraat 59-61, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastraerd in de 3e afdeling, sectie B, nr. 946g11 en nr. 946t11, onder de bovengenoemde voorwaarden en modaliteiten ;

Artikel 2 :

De door notaris Bertrand Nerinx opgestelde en bij deze beraadslaging gevoegde ontwerpakte van zakelijk recht van erfpacht goed te keuren ;

Artikel 3 :

De wijze van financiering van de uitgave van 1 euro door middel van eigen middelen (buitengewoon overschot) goed te keuren ;

2 annexes / 2 bijlagen

Heyvaert 59-61(2).pdf, 23.11.13 Emphytéose_RBC_Molenbeek clean.pdf

23 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Rénovation urbaine "Gare de l'Ouest" (CRU 3) - Opération B.10 Brasserie Vandenheuvel - Approbation de l'acquisition du bien sis rue Alphonse Vandenpeereboom 148/150, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean par le biais du droit de préemption.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du "Contrat de Rénovation Urbaine Gare de l'Ouest" (CRU 3) ;

Considérant que dans le cadre du CRU 3, l'opération B.10 relative à l'acquisition et la reconversion de la Brasserie Vandenheuvel, située rue Alphonse Vandenpeereboom 148/150, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, est une opération réserve du programme, à savoir que le financement reste à trouver;

Considérant qu'en vue de financer ledit projet une demande avait été introduite auprès de Beliris par la Commune;

Vu le courrier de Beliris, en date du 04 juillet 2022, nous informant qu'un budget de 2.500.000,00 EUR est disponible pour la Commune, dans le cadre de leur Avenant 14, en vue d'acquérir la Brasserie Vandenheuvel;

Considérant qu'en vue de l'acquisition de la brasserie, une demande d'estimation avait été faite au Comité d'acquisition (CAIR);

Vu l'estimation du Comité d'acquisition (CAIR), en date du 25 août 2022, pour un montant de 2.265.000,00 EUR, pour le bien d'une superficie de 4.530m² sis rue Alphonse Vandenpeereboom 148/150, cadastré division 3, section B, numéro 839/F/8;

Vu sa délibération en date du 26.10.2022 décidant e.a.:

- D'approuver l'acquisition du bien d'une superficie de 4.530m², sis rue Alphonse Vandenpeereboom 148/150 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour un montant maximum de 2.265.000,00 EUR, correspondant à la valeur vénale dudit bien;
- D'approuver le mode de financement de la dépense, à savoir à 100% par Beliris, dans le cadre de l'avenant 14 : "Opération 3.44.1.1 Acquisition de la Brasserie Vandenheuvel";

Considérant que, depuis, la Commune n'a pu acquérir ledit bien, et l'estimation datant de plus d'un an, une demande d'actualisation de l'estimation a été introduite auprès du Comité d'Acquisition (CAIR) pour ledit bien;

Vu l'estimation du Comité d'acquisition (CAIR), en date du 07/11/2023, pour un montant de 2.491.500,00 EUR, pour le bien d'une superficie de 4.530m² sis rue Alphonse Vandenpeereboom

148/150, cadastré division 3, section B, numéro 839/F/8;

Considérant qu'une procédure judiciaire est en cours entre les différents propriétaires actuels du bien, et qu'une décision de la Cour d'Appel de Bruxelles est attendue dans le cadre de ladite procédure;

Considérant que cette décision devrait désigner un nouveau notaire qui procédera à la remise en vente de l'immeuble sous la forme d'une vente publique (éventuellement sous forme de folle enchère);

Vu l'arrêté, du 16 mai 2019, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement d'un périmètre de préemption « Gare de l'Ouest - Delhaize » sur le territoire de la commune d'Anderlecht et de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que le bien est inclus dans ledit périmètre de préemption « Gare de l'Ouest-Delhaize »;

Considérant que selon l'article 269 §2 du COBAT, la Commune doit exprimer son intention d'exercer son droit de préemption, lors de la clôture de la vente publique ou à la fin de la séance de surenchère;

Considérant qu'aucune disposition légale n'est prévue pour que la Commune puisse différer, dans le temps, l'exercice de son droit de préemption;

Considérant donc que cette obligation de se prononcer à la clôture de la vente publique ou à la fin de la séance de surenchère, exige que la Commune prenne une décision préalable quant à cette acquisition, sous certaines conditions, à savoir:

- l'exercice du droit de préemption ne pourra se faire seulement si le montant final de la dernière enchère ne dépasse pas le montant de l'estimation établie par le CAIR, en date du 07/11/2023, à savoir 2.491.500,00 EUR;
- l'exercice du droit de préemption ne pourra se faire seulement si le montant final de la dernière enchère ne dépasse pas le montant du subside accordé par Beliris, soit 2.500.000,00 EUR;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9301/712-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023, et que la dépense sera financée à 100% par des subsides Beliris (DC n°4111/2023), conformément au budget communal 2023;

DECIDE:

Article unique:

D'autoriser la Commune à exercer son droit de préemption en vue d'acquérir le bien d'une superficie de 4.530m² sis rue Alphonse Vandenpeereboom 148/150, cadastré division 3, section B, numéro 839/F/8, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du "Contrat de Rénovation Urbaine Gare de l'Ouest" (CRU 3), pour un montant maximum de 2.491.500,00 EUR, et de financer la dépense à 100% par des subsides Beliris (DC n°4111/2023).

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract "Weststation" (SVC 3) - Operatie B.10 Brouwerij Vandenheuvel - Goedkeuring van de aankoop van het onroerend goed gelegen te Alphonse Vandenpeereboomstraat 148/150, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek via het voorkeurecht.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de BHR tot goedkeuring van het programma van het "Stadsvernieuwingscontract - Weststation" (SVC 3) van 16 november 2017;

Overwegende dat in het kader van SVC 3, operatie B.10, betreffende de aankoop en verbouwing van de brouwerij Vandenheuvel, gelegen aan de Alphonse Vandenpeereboomstraat 148/150, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, een reserveoperatie in het programma is, d.w.z. dat de financiering nog moet worden gevonden;

Overwegende dat de gemeente met het oog op de financiering van dit project een verzoek bij Beliris heeft ingediend;

Gezien de brief van Beliris van 04 juli 2022, waarin ons wordt medegedeeld dat een budget van 2.500.000,00 euro beschikbaar is voor de gemeente, in het kader van hun bijakte 14, met het oog op de aankoop van de Brouwerij Vandenheuvel;

Overwegende dat met het oog op de aankoop van de brouwerij een verzoek om een schatting was

ingediend bij het Aankoopcomité;

Gelet op de schatting van het Aankoopcomité, van 25 augustus 2022, voor een bedrag van 2.265.000,00 EUR, voor het onroerend goed met een oppervlakte van 4.530m², gelegen in de Alphonse Vandenpeereboomstraat 148/150, gekadastréerd 3de afdeling, sectie B, nummer 839/F/8; Gelet op zijn besluit van 26.10.2022 waarbij o.a. werd beslist om:

- De aankoop van het onroerend goed met een oppervlakte van 4.530m² gelegen in de Alphonse Vandenpeereboomstraat 148/150 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, voor een maximumbedrag van 2.265.000,00 EUR, overeenkomend met de marktwaarde van dit onroerend goed, goed te keuren;
- De wijze van financiering van deze uitgave, namelijk 100% door Beliris, in het kader van hun bijakte 14: "Operatie 3.44.1.1. Verwerving Brouwerij Vandenheuvel" goed te keuren;

Gelet op het feit dat de gemeente er sindsdien niet in is geslaagd om het onroerend goed te verwerven en dat de schatting meer dan een jaar oud is, is er een verzoek tot actualisering van de schatting ingediend bij het Aankoopcomité voor het onroerend goed in kwestie;

Gezien de schatting van het Aankoopcomité d.d. 07/11/2023 voor het bedrag van 2.491.500,00 EUR voor het onroerend goed met een oppervlakte van 4.530m² gelegen in de Alphonse Vandenpeereboomstraat 148/150, gekadastréerd in afdeling 3, sectie B, nummer 839/F/8;

Overwegende dat er een gerechtelijke procedure loopt tussen de verschillende huidige eigenaars van het onroerend goed en dat in het kader van deze procedure een beslissing van het hof van beroep van Brussel wordt verwacht;

Overwegende dat deze beslissing een nieuwe notaris moet aanwijzen die zal overgaan tot de herverkoop van het onroerend goed in de vorm van een openbare verkoop (eventueel onder de vorm van een rouwkoop);

Gelet op het besluit van 16 mei 2019 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de vaststelling van een perimeter van voorkoop "Weststation - Delhaize" op het grondgebied van de gemeenten Anderlecht en Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het goed deel uitmaakt van de voornoemde perimeter van voorkoop "Weststation - Delhaize";

Overwegende dat volgens artikel 269 §2 van het BWRO de gemeente haar voornemen om haar voorkooprecht uit te oefenen kenbaar moet maken bij de sluiting van de openbare verkoop of aan het einde van de biedzitting;

Overwegende dat er geen wettelijke bepaling bestaat op grond waarvan de gemeente de uitoefening van haar voorkooprecht kan uitstellen;

Overwegende derhalve dat deze verplichting om bij de sluiting van de openbare verkoop of aan het einde van de biedzitting, een besluit te nemen, de gemeente ertoe verplicht een voorafgaand besluit te nemen over deze verwerving, onder bepaalde voorwaarden, te weten:

- het recht van voorkoop mag slechts worden uitgeoefend indien het eindbedrag van het laatste bod niet hoger is dan het bedrag van de raming opgesteld door het Aankoopcomité, gedateerd 07/11/2023, hetzij 2.491.500,00 EUR;
- het recht van voorkoop mag slechts worden uitgeoefend indien het eindbedrag van het laatste bod niet hoger is dan het bedrag van de subsidie die door Beliris toegekend is, hetzij EUR 2.500.000,00 ;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 9301/712/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, en dat de uitgave voor 100% zal worden gefinancierd door subsidies van Beliris (VR nr 4111/2023), in overeenstemming met de gemeentebegroting voor 2023;

BESLUIT:

Enig artikel:

De gemeente toe te staan haar recht van voorkoop uit te oefenen met het oog op de verwerving van

het goed met een oppervlakte van 4.530m² gelegen in de Alphonse Vandenpeereboomstraat 148/150, gekadastréerd afdeling 3, sectie B, nummer 839/F/8, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van het "Stadsvernieuwingscontract Weststation" (SVC 3), voor een maximumbedrag van 2.491.500,00 EUR, en de uitgave voor 100% te financieren met subsidies van Beliris (VR nr 4111/2023).

3 annexes / 3 bijlagen

12_0031_16+Communication+vv.pdf.pdf, Courier+BELIRIS+brouwerij+Van+den+Heuvel04-07-2022+44411408.pdf.pdf, 12_0031_16_Rapport+d+estimation.pdf.pdf

24 Enseignement néerlandophone – Utilisation du Plan d'Etude Leer Lokaal pour l'enseignement communal fondamental néerlandophone.

Nederlandstalig onderwijs - Gebruik van het leerplan Leer Lokaal voor het Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 117;

Gelet op het [decreet basisonderwijs](#) van 25 februari 1997, artikel 45 en art. 62, §1, 9° en §2, 2°;

Gelet het [Besluit van de Vlaamse Regering van 10 november 2006](#) tot vaststelling van de goedkeuringscriteria en indieningsmodaliteiten van de leerplannen;

Gezien dat een schoolbestuur voor elk van zijn scholen moet beschikken over door de overheid goedgekeurde leerplannen;

Gezien dat een schoolbestuur ervoor kan kiezen om eigen leerplannen te ontwikkelen en in te dienen of gebruik te maken van leerplannen die door derden worden ontwikkeld en ingediend;

Gezien dat de leerplannen voor de onderwijsinspectie een aanvullend instrument zijn om het kwaliteitsbeleid van een school te kaderen.

Gezien dat het naleven van de reglementering over de leerplannen een erkenningsvoorwaarde is;

Gezien een officiële school bovendien als erkenningsvoorwaarde de leerplannen moet volgen van ofwel OVSG, POV of het gemeenschapsonderwijs, ofwel eigen leerplannen ermee verenigbaar;

Gezien een leerplan moet voldoen aan de volgende decretale en reglementaire criteria:

- het is beperkt in omvang;
- het laat voldoende ruimte voor de inbreng van scholen, leraren, lerarenteams of leerlingen en geeft dit ook aan;
 - het neemt alle door het Vlaams Parlement goedgekeurde ontwikkelingsdoelen voor het kleuteronderwijs en eindtermen voor het gewoon lager onderwijs letterlijk op waarbij transparant het onderscheid wordt gemaakt tussen welke doelen de eindtermen realiseren en met welke doelen de ontwikkelingsdoelen worden nagestreefd;
- het is in overeenstemming met de internationale en grondwettelijke beginselen inzake de rechten van de mens en van het kind in het bijzonder;
- het respecteert de goedgekeurde eindtermen en ontwikkelingsdoelen;
- het wordt in samenhang ingediend met andere leerplannen;
- het vermeldt de doelgroep;
- het vermeldt de administratieve benamingen van de leerlingengroepen voor wie het leerplan bestemd is;
- het leerplan maakt de systematiek duidelijk volgens welke het is opgebouwd (geeft samenhang weer met voorafgaande en volgende leerjaren);
- het leerplan vertoont consistentie met de ontwikkelingsdoelen en de eindtermen;
- het leerplan vermeldt duidelijk welke materiële vereisten minimaal noodzakelijk zijn voor een goede uitvoering.

Gezien het schoolbestuur ook rekening houdt met de volgende bijkomende criteria over het pedagogisch project van de school/scholen:

- de mate waarin het leerplan compatibel is met het open karakter (open staan voor alle leerlingen ongeacht de ideologische, filosofische of godsdienstige opvattingen van de ouders en de leerling) van

een school van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

- de mate waarin het leerplan compatibel is met het eigen pedagogisch project;
- de mate waarin het leerplan compatibel is met de beginselverklaring neutraliteit van het stedelijk en gemeentelijk onderwijs;
- de mate waarin het leerplan de school kansen biedt om het curriculum af te stemmen op de eigen schoolcontext en visie (schooleigen curriculum);
- de mate waarin het leerplan vergezeld wordt van didactische toelichting die ondersteunend is voor de leraren.

Gezien dat OVSG ten behoeve van zijn schoolbesturen en met respect voor de lokale autonomie onder de naam Leer Lokaal een nieuw geïntegreerd leerplan heeft ontwikkeld voor de basisschool met ingang van 1 september 2023;

Gezien dit digitaal leerplan (online tool met achterliggende databank) de authentieke en decretaal vastgelegde onderdelen bevat, en dat het ruimer is dan dat;

Gezien Leer Lokaal namelijk uit een basisleerlijn, ondersteunende doelen, verdiepende doelen en uitbreidingsdoelen bestaat en vanuit de zestien Europese sleutelcompetenties vertrekt;

Gezien OVSG Leer Lokaal heeft ingediend bij de onderwijsinspectie;

Gezien de onderwijsinspectie een advies tot definitieve goedkeuring heeft uitgebracht;

Gezien de Vlaamse Regering Leer Lokaal definitief heeft goedgekeurd;

Gezien het schoolbestuur op voorstel van de directeur wenst gebruik te maken van Leer Lokaal voor zijn school/scholen van het basisonderwijs;

Gezien dat het schoolbestuur na toetsing vaststelt dat Leer Lokaal voldoet aan alle criteria en daarom kiest voor het gebruik van Leer Lokaal in zijn school/scholen van het basisonderwijs.

BESLUIT:

Enig artikel:

Het leerplan Leer Lokaal van OVSG te gebruiken in de school/scholen van het gemeentelijk basisonderwijs, met name:

- GBS Ket & CO, Jean-Baptiste Decockstraat 54;
- GBS De Knipoog, Zaadstraat 30;
- GBS Windroos, Kortrijkstraat 52;
- GBS Paloke, Ninoofsesteenweg 1001;
- GBS Regenboog, Ulensstraat 83.

25 **Enseignement néerlandophone - Règlement scolaire des écoles fondamentales communales néerlandophones - Adaptation.**

Nederlandstalig onderwijs - Schoolreglement van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs - Aanpassing.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 31 augustus 2016 waarbij hij de aanpassingen van het schoolreglement van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs goedkeurde;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24 september 2014 waarbij hij de aanpassingen van de infobrochure van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs goedkeurde;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 119;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997: de artikelen 8, 12/1, 14/0, 14/1, 27bis, 44quater t.e.m. 44 septies;

Gelet op het decreet leersteun van 3 mei 2023: artikel 16;

Gelet op de CAO XII;

Gelet op het feit dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Gelet op het feit dat meer specifieke afspraken door het college van burgemeester en schepenen, na overleg in de schoolraad, worden opgenomen in de infobrochure;

Gelet op het feit dat het schoolreglement gewoon basisonderwijs en de infobrochure bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging, ter beschikking worden gesteld (op papier of via een elektronische drager) aan de ouders, die ondertekenen voor akkoord;

Overwegende dat het huidig schoolreglement gewoon basisonderwijs goedgekeurd in datum van 31 augustus 2016 aan actualisatie toe is wegens gewijzigde regelgeving en de noodzaak om sommige artikelen te verduidelijken en/of te verfijnen (gewijzigde contactgegevens e.d.m.);

Overwegende dat de huidige infobrochure, goedgekeurd in datum van 24 september 2014, aan actualisatie toe is wegens gewijzigde regelgeving en de noodzaak om sommige artikelen te verduidelijken en/of te verfijnen (gewijzigde contactgegevens e.d.m.);

Gezien een wijziging van het schoolreglement ten vroegste uitwerking kan hebben in het daaropvolgende schooljaar, tenzij die wijziging het rechtstreekse gevolg is van nieuwe regelgeving,

Gelet op het model van schoolreglement en de infobrochure van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap (OVSG);

Overwegende de besprekingen in de schoolteams en het advies van de directies;

Gelet op het overleg in de schoolraad;

Gelet op het model van schoolreglement en de infobrochure van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap (OVSG);

BESLUIT:

Artikel 1:

Het bestaande schoolreglement gewoon basisonderwijs goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 31 augustus 2016 op te heffen.

Artikel 2:

De bestaande infobrochure, die integraal deel uitmaakt van het schoolreglement, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 24 september 2014, op te heffen.

Artikel 3:

Het hierbij gevoegde schoolreglement gewoon basisonderwijs alsook de infobrochure, die er integraal deel van uitmaakt, goed te keuren.

Artikel 4:

Het schoolreglement gewoon basisonderwijs, inclusief de infobrochure, bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging, ter beschikking te stellen (op papier of via een elektronische drager) aan de ouders, die voor akkoord ondertekenen.

2 annexes / 2 bijlagen

Infobrochure (GR nov 2023)= LAATSTE VERSIE.pdf, PP-SR-SO-SGI 1080_v 2023-2024=LAATSTE VERSIE.pdf

26 **Enseignement néerlandophone - Convention d'utilisation de logiciels de gestion scolaire et d'infrastructure de serveur entre Wisa bv et les écoles communales de Molenbeek-Saint-Jean.**

Nederlandstalig onderwijs - Overeenkomst voor het gebruik van schooladministratiesoftware en serverinfrastructuur tussen Wisa bv en de gemeentescholen van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gezien Wisa bv de toepassing Wis@ op een server van Wisa bv ter beschikking stelt aan de 5 Nederlandstalige scholen van Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien de gemeente voor het gebruik van deze dienst aan OVSG een jaarlijkse vergoeding betaalt;

Overwegende OVSG niet meer als tussenpartij wenst te fungeren tussen Wisa bv en de gemeentebesturen;

Overwegende Wisa bv in het eerste kwartaal van 2024 een factuur zal versturen;

Overwegend de looptijd van 1 januari tot en met 31 december jaarlijks stilzwijgend verlengd wordt;
Overwegende beide partijen voor 30 september door middel van een aangetekend schrijven de overeenkomst kunnen opzeggen;

BESLUIT:

Enig artikel:

De bijgevoegde gebruiksovereenkomsten tussen de vijf Nederlandstalige scholen en Wisa bv te ondertekenen;

Onderhavige beslissing over te maken aan de Gemeentekassa (B4) en aan de dienst Financiën (B6).

10 annexes / 10 bijlagen

*GBS_Paloke-Contract_Wisad.pdf, GBS_Windroos-Contract_Wisad.pdf,
De_Knipooog_ContractASP.pdf, De_Knipooog-Contract_Wisad.pdf, GBS_Regenboog-
Contract_Wisad.pdf, GBS_Windroos_ContractASP.pdf, GBS_Ket_&_Co-Contract_Wisad.pdf,
GBS_Paloke_ContractASP.pdf, GBS_Ket_&_Co_ContractASP.pdf,
GBS_Regenboog_ContractASP.pdf*

27 **Enseignement néerlandophone - Adaptation du règlement du travail pour l'enseignement communal néerlandophone.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 27.03.2023 par laquelle il a approuvé le règlement de travail de l'enseignement communal néerlandophone ;

Vu la loi du 8 avril 1965 portant réglementation du travail, articles 1, 4 et 11 à 15sexies ;

Vu la loi du 18 décembre 2002, modifiant la loi du 8 avril 1965, établissant le règlement du travail ;

Vu le décret du 27 mars 1991 relatif au statut juridique de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres d'orientation des élèves ;

Vu le décret du 25 février 1997 sur l'éducation de base ;

Vu la loi du 2 avril 2004 du Parlement flamand sur la participation scolaire et le Conseil flamand de l'enseignement ;

Vu la loi du 19 décembre 1994 réglant les relations entre les autorités publiques et les syndicats de son personnel ;

Vu le comité de consultation (ABC) qui a eu lieu en date du 19.10.2023 ;

Vu les observations complémentaires formulées par les délégués syndicaux lors de la réunion du comité de consultation (ABC) ;

Vu l'arrêté municipal du 15 juillet 2005, articles 42 et 43 ;

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, article 119 ;

Considérant qu'une bonne organisation scolaire repose sur des accords clairs entre le personnel et la commission scolaire ;

Considérant que toute personne travaillant sous autorité dans l'enseignement communal doit être informée des conditions applicables à sa relation de travail ;

Considérant que les décrets relatifs au statut juridique et à l'enseignement de base offrent une marge de manœuvre suffisante pour conclure des accords concrets sur les droits et obligations du personnel et de la commission scolaire au niveau local et autonome ;

Considérant que le règlement d'emploi existant approuvé par le conseil communal en date du 27.03.2023 devait être mis à jour ;

Considérant la discussion dans l'équipe de l'école et les commentaires des directions;

Vu le model du règlement de travail de la cellule OVSG;

Considérant le protocole d'accord de l'ABC n°45 du 19.10.2023 ;

DÉCIDE:

Article 1 :

D'abroger le règlement de travail existant approuvé par le conseil communal en date du 27.03.2023.

Article 2 :

D'approuver le règlement de travail remanié pour les personnes travaillant sous l'autorité de l'école primaire communale néerlandophone rattachée.

Article 3 :

De fournir une copie de cette résolution et du règlement de travail révisé pour notification aux personnes travaillant dans l'enseignement primaire communal néerlandophone.

Article 4 :

De fournir une copie de cette décision pour notification à la Direction du contrôle des lois sociales.

Nederlandstalig onderwijs - Aanpassing arbeidsreglement voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 27.03.2023 waarin hij het arbeidsreglement voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs goedkeurde;

Gelet op de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, artikelen 1, 4 en 11 tot en met 15sexies;

Gelet op de wet van 18 december 2002 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs et de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;

Gelet op het decreet van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad;

Gelet op de wet van 19 december 1994 tot regeling van de relaties tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het Afzonderlijk Bijzonder Comité (ABC) dat heeft plaatsgehad in datum van 19.10.2023;

Gelet op de bijkomende opmerkingen van de syndicale afgevaardigden tijdens de vergadering van het Afzonderlijk Bijzonder Comité (ABC);

Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikel 42 en 43;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 119;

Overwegende dat een goede schoolorganisatie steunt op duidelijke afspraken tussen het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat alle personen die onder gezag arbeid verrichten in het gemeentelijk onderwijs, moeten worden geïnformeerd over de voorwaarden die op hun arbeidsverhouding van toepassing zijn;

Overwegende dat het decreet rechtspositie en het decreet basisonderwijs voldoende ruimte laten om lokaal en autonoom concrete afspraken te maken rond rechten en plichten van het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat het bestaand arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad d.d. 27.03.2023 geactualiseerd diende te worden;

Overwegende de bespreking in het schoolteam en de opmerkingen van de directies;

Gezien het model van arbeidsreglement van de koepel OVSG;

Gelet op het protocolakkoord van het ABC nr. 45 van 19.10.2023;

BESLUIT:

Artikel 1:

Het bestaande arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad in datum van 27.03.2023 op te heffen.

Artikel 2:

Het herwerkte arbeidsreglement voor de personen die onder het gezag arbeid verrichten binnen het Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs in bijlage goed te keuren.

Artikel 3:

Een afschrift van dit besluit en van het herwerkte arbeidsreglement ter kennisgeving te bezorgen aan de personen die onder gezag arbeid verrichten in het Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs.

Artikel 4:

Een afschrift van dit besluit ter kennisgeving te bezorgen aan de Directie Toezicht op de Sociale Wetten.

1 annexe / 1 bijlage

AR 19.10.2023.pdf

28 **Enseignement néerlandophone - Convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl De Verliefde Wolk, pour l'utilisation de leurs locaux de IBO Vier Winden - De Verliefde Wolk.**

Nederlandstalig Onderwijs - Overeenkomst tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de Vzw De Verliefde Wolk, voor het gebruik van de lokalen van de vestiging IB0 Vierwinden - De Verliefde Wolk.

DE RAAD,

Gezien de Vzw De Verliefde Wolk het lokaal (Kameel incl.draadbox) ter beschikking stelt aan school Windroos, Kortrijkstraat 52;

Overwegende dat het lokaal iedere dinsdagnamiddag van 13u30 tot 15u15, iedere donderdagvoormiddag van 10u40 t.e.m. 12u15 en iedere donderdagnamiddag van 13u30 t.e.m. 15u15, en dit vanaf 1 september 2022 tot en met 30 juni 2023, gebruikt kan worden voor het organiseren van lessen lichamelijke opvoeding;

BESLUIT:

Artikel 1:

De bijgevoegde 'Gebruiksovereenkomsten Vzw De Verliefde Wolk – Begijnenstraat 65 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren voor het schooljaar 2022-2023.

Artikel 2:

Het gebruik van het lokaal Kameel incl. draadbox van de Vzw De Verliefde Wolk van 1 september 2022 tot en met 30 juni 2023, goed te keuren;

Artikel 3:

De gebruiker betaalt de kosten voor de huur van de lokalen 25 EUR/uur. Deze prijs is inclusief lasten gas/water/ elektriciteit.

Artikel 4:

Het bedrag dient gestort te worden op de rekening van de vzw De Verliefde Wolk, Begijnenstraat 65, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, ondernemingsnummer 0731798187, met name BE49 7360 6337 0871, na ontvangst van de factuur en aan te wenden op het artikel 7220/126/01 van de begroting 2023.

Beslissing over te maken aan de Gemeentekassa (B4), aan de dienst Financiën (B6) en de dienst Betwiste Zaken (B19).

1 annexe / 1 bijlage

2022-2023 Huurovereenkomst 4W- WINDROOS di,do.pdf

29 **Propriétés communales - Bail emphytéotique entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Elmer pour les locaux et le jardin de la crèche sise rue Fernand Brunfaut 42-**

44, approbation - Report du 30/08/2023 - Report du 25/09/2023 - Report du 04/10/2023 - Report du 18/10/2023 - 3ième convocation.

LE CONSEIL,

Vu la convention de location établie entre l'Administration communale et l'Asbl Elmer le 11 mai 2007 d'une durée de 20 ans, tel qu'approuvé par le Conseil communal du 25 janvier 2007 ;
Considérant que le droit d'occupation était conditionné à des investissements subsidiés dans le cadre du programme Objectif II 2001-2006 qui ont tous été réalisés;
Considérant la volonté des parties de poursuivre leur collaboration sous forme d'un bail emphytéotique de 33 ans ;
Considérant le projet de bail emphytéotique établi par le notaire Charles Huylebroeck en collaboration avec le service des Affaires juridiques ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 17 août 2023 ;

DECIDE :

Article 1

De mettre fin à la convention de bail en cours à l'amiable, les investissements conditionnant le droit d'occupation ayant été tous réalisés (pas de loyer donc pas de dettes);

Article 2

D'approuver la conclusion du bail emphytéotique de 33 ans tel qu'établi par le notaire Charles Huylebroeck et de procéder à sa signature ;

Article 3

D'inscrire la recette à l'article 9220/163-01 du budget ordinaire 2023.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Gemeentelijke eigendommen - Erfpacht tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans Molenbeek en de vzw Elmer voor de lokalen en de tuin van het kinderdagverblijf gelegen Fernand Brunfautstraat 42-44, goedkeuring - Uitstel van 30/08/2023 - Uitstel van 25/09/2023 - Uitstel van 04/10/2023 - Uitstel van 18/10/2023 - 3de oproep.

DE RAAD,

Gelet op het huurovereenkomst tussen de Gemeentebestuur en de vzw Elmer die op 11 mei 2007 voor een periode van 20 jaar wordt besloten zoals goedgekeurd door de gemeenteraad op 25 januari 2007;
Overwegende dat het recht op bewoning afhankelijk was van investeringen die werden gesubsidieerd in het kader van Objectif II-programma 2001-2006, die allemaal zijn voltooid;
Gezien de wil van de partijen om hun samenwerking voort te zetten in de vorm van een 33-jarige erfpachtovereenkomst;
Overwegende de erfpachtproject van de notaris Charles Huylebroeck in samenwerking met de afdeling Juridische Zaken;
Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen d.d. 17 augustus 2023;

B E S L U I T:

Artikel 1:

De huidige huurovereenkomst in der minne beëindigen, aangezien alle investeringen die nodig waren voor het recht op ingebruikneming voltooid zijn (geen huurgelden dus ook geen schulden);

Artikel 2:

Het afsluiten van het 33-jarige erfpachtcontract zoals opgesteld door notaris Charles Huylebroeck goed te keuren en over te gaan tot ondertekening ervan;

Artikel 3:

De inkomsten te boeken op artikel 9220/161-048 van de gewone begroting 2023.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

1 annexe / 1 bijlage

155373402.ACT.docx

30 **Propriétés communales - Alliance Habitat - Projet Condor - Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, la SCRL Le Logement Molenbeekois et la SLRB pour la réalisation de nouveaux logements en Région de Bruxelles Capitale, actualisation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 octobre 2021 décidant :

Article 1 :

D'autoriser la SLRB à procéder au démarrage du chantier dans le cadre du projet Condor.

Article 2 :

De charger l'Echevin des Propriétés communales, le service des propriétés communales, la DIDU et le service des Affaires juridiques de veiller au suivi de l'établissement de la nouvelle convention.

Article 3:

De notifier à la SLRB qu'au cas où elle prendra en charge tous les risques et couts liés à la non conclusion de la convention et conséquemment à celle-ci cette dernière n'exigera aucun dommage à la commune et assurera la remise en pristin état du terrain.

Considérant que les parcelles appartenant à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ne seront pas vendues dans leur entièreté mais que cela ne concerne que l'assiette des immeubles de logement sociaux et du pavillon (équipement collectif + conciergerie), ainsi que les abords privés aux logements jusqu'aux limites telles que définies dans les plans ci-joints ;

Considérant que certaines parties du parking souterrain à construire dépasseront de l'assiette des deux immeubles mais qu'en surface cette superficie restera propriété publique, entretenue par la Commune ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 novembre 2022 décidant :

Article 1 :

D'approuver les termes de la Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, la SCRL Le Logement Molenbeekois et la SLRB pour la réalisation de nouveaux logements en Région de Bruxelles Capitale.

Article 2 :

D'approuver la vente par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à la SCRL Le Logement Molenbeekois d'une partie des terrains situés entre l'avenue du Condor et le boulevard L.

Mettewie dont les références cadastrales sont les suivantes : 4^{ème} division-Section C, parcelles 308G et 308N à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, telle que définie dans le plan ci-annexé pour un montant de 2.973.000,00 EUR, correspondant à la valeur vénale desdits biens et la constitution d'un droit de superficie au profit de la SCRL Le Logement

Molenbeekois pour les parties où le parking dépasse de l'assiette des bâtiments ;

Considérant que la SLRB ne s'est pas chargée de la précadastration des parcelles qui a été

confiée au bureau de géomètres experts Delvoye par la Commune ;
Considérant qu'il est nécessaire d'autoriser la SLRB à construire en sous-sol des actuelles parcelles 308G et 308N et des futures parcelles qui résulteront de la division parcellaire à venir de ces deux parcelles ;
Considérant que dans l'acte authentique de vente entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la SCRL Le logement Molenbeekois un droit de superficie devra être constitué à titre gratuit par la Commune au profit de la SCRL Le logement Molenbeekois pour les parties du parking souterrain qui dépassent de l'assiette des deux immeubles Condor et Mettewie ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le plan de division parcellaire en 5 lots tel qu'enregistré au Cadastre, les lots 3, 4 et 5 étant concernés par la vente ;

Article 2 :

D'approuver les 2 plans de divisions en volume, nécessaires à la création du droit de superficie sur l'étage en sous-sol des deux immeubles Condor et Mettewie, sont concernés les lots B et D .

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Gemeentelijke Eigendommen - Alliantie Wonen - Condorproject - Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, de CVBA Le Logement Molenbeekois en de BGHM voor de bouw van nieuwe woningen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, update.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentelijke Wet;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 oktober 2021 waarbij werd besloten:

Artikel 1:

De BGHM te machtigen om de bouwplaats in het kader van het Condor-project op te starten.

Artikel 2:

De Schepenen voor de Gemeentelijke eigendommen, de dienst Gemeentelijke eigendommen, de DIDU en de dienst Juridische Zaken op te dragen de opstelling van de nieuwe overeenkomst op te volgen.

Artikel 3:

De BGHM ervan in kennis stellen dat zij, indien zij alle risico's en kosten in verband met het niet sluiten van de overeenkomst en als gevolg van deze overeenkomst op zich neemt, geen schadevergoeding van de gemeente zal eisen en zal zorgen voor het herstel van het terrein in zijn oorspronkelijke staat.

Gezien de percelen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek niet in hun geheel zullen worden verkocht, maar dat het alleen gaat om de basis van de gebouwen voor sociale huisvesting en het paviljoen (collectieve uitrusting + conciërgewoning), alsmede om de privé-aansluitingen van de woningen, binnen de grenzen zoals bepaald in de bijgevoegde plannen;

Gezien bepaalde delen van de te bouwen ondergrondse parkeergarage de basis van de twee gebouwen zullen overschrijden, maar dat de oppervlakte openbaar eigendom zal blijven, die door de gemeente wordt onderhouden;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23/11/2022 waarbij is besloten:

Artikel 1:

De voorwaarden van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, de CVBA "Le Logement Molenbeekois" en de BGHM voor de bouw van nieuwe woningen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

Artikel 2:

De verkoop door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan de CVBA "Le Logement Molenbeekois" van een gedeelte van het terrein gelegen tussen de Condorlaan en de L. Mettewielaan waarvan de kadastrale gegevens als volgt zijn: 4de afdeling-Sectie C, percelen 308G en 308N te 1080 Sint-Jan-Molenbeek, zoals omschreven in bijgevoegd plan voor een bedrag van 2.973.000,00 EUR, overeenstemmend met de marktwaarde van het genoemde goed en de invoering van een recht van opstal ten voordeel van de CVABA "Le logement Molenbeekois" voor de gedeelten waar de parking de basis van de gebouwen overschrijdt, goed te keuren;

Overwegende dat de BGHM niet is overgegaan tot het voorgieten van de percelen, dat door de gemeente was toevertrouwd aan de landmetersfirma Delvoye:

Gezien de BGHM derhalve toestemming moet krijgen om in de ondergrond van de huidige percelen 308G en 308N en de toekomstige percelen die zullen voortvloeien uit de toekomstige splitsing van deze twee percelen te bouwen;

Overwegende dat in de verkoopakte tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en CVBA Le logement Molenbeekois een kosteloos recht van opstal moet worden gevestigd door de gemeente ten gunste van CVBA Le logement Molenbeekois voor de delen van de ondergrondse parking die verder reiken dan de voet van de twee gebouwen "Condor" en "Mettewie";

BESLIST:

Artikel 1 :

Om het plan voor de verdeling van land in 5 percelen goed te keuren zoals opgenomen in het Kadaster, de percelen 3, 4 en 5 zijn betrokken bij de verkoop;

Artikel 2 :

Om de 2 volumesplitsingsplannen goed te keuren die nodig zijn om een opstalrecht te invoeren op de ondergrondverdieping van de twee gebouwen Condor en Mettewie, percelen B en D zijn betrokken.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

6 annexes / 6 bijlagen

Convention relative à la réalisation de nouveaux logements en Région de Bruxelles-Capitale - signatures SLRB-LM-ACM.pdf, 231016_Condor_PVvolume_Mettewie_V2.pdf, 231016_Condor_PVvolume_Condor_V2.pdf.pdf, Annexe convention2.pdf, Annexe convention 3.pdf, 230622_Condor_Divisionparcellaire.pdf

-
- 31 **Cimetière - Validation de la convention concernant la réalisation d'une œuvre en hommage à Victor Horta au cimetière de Molenbeek par le collectif k-Dix80 en réponse à l'appel d'Urban Brussels dans le cadre de l'année Art Nouveau.**
-

Kerkhof - Goedkeuring van de overeenkomst betreffende de realisatie van een kunstwerk als erbetoon aan Victor Horta op de begraafplaats van Molenbeek door het collectief k-Dix80 als antwoord op de oproep van Urban Brussels in het kader van het Art Nouveau jaar.

- 32 **Mobilité - Contrat Local de Mobilité « Molenbeek Historique » - Subside régional pour**

l'engagement d'un équivalent temps plein durant une période de deux ans - Suivi de la communication et de la participation citoyenne - Convention.

LE CONSEIL,

Vu l'Ordonnance du 26 juillet 2013, instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité ;
Considérant que cette ordonnance donne une valeur réglementaire au Plan Régional de Mobilité (PRM) et définit le contenu et les processus d'élaboration de ce dernier ainsi que ceux des Plans Communaux de Mobilité (PCM), notamment afin d'assurer une meilleure cohérence dans les stratégies et projets de mobilité aux échelles régionales et communales ;
Vu l'approbation définitive par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du projet de Plan régional de mobilité « Good Move » en date du 05 mars 2020 ;
Considérant l'appel à projet lancé par la Région et intitulé « Contrats locaux de mobilité (CLM) 2019-2024 » ;
Considérant la validation de notre candidature CLM « Molenbeek Historique » ;
Considérant la nouvelle feuille de route approuvée par la Commune et fixant les nouvelles modalités de mise en œuvre du CLM avec une attention particulière pour la communication et la concertation citoyenne ;
Vu la convention de la Région dont le montant du subside est de 130.000,00 € ;
Considérant que la convention porte sur la période 01/09/2023 au 30/03/2026 ;
Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches :
une première tranche de 78.000,00 € ;
une deuxième tranche de 52.000,00 € ;
Considérant que le budget 130.000,00 € a été inscrit en dépense à l'article 1040/11x-xxx du budget ordinaire 2023 ;
Considérant que la subvention est allouée au bénéficiaire pour l'engagement par la commune d'un ETP pour le suivi de la communication et de la participation entourant le CLM « Molenbeek Historique », pour une période de deux ans ;
Considérant que le futur ETP intégrera le service Communication de la Commune et sera supervisé par son responsable, mais travaillera bien évidemment en étroite collaboration et coordination avec le service Mobilité pour mener à bien sa mission concernant le CLM « Molenbeek Historique » ;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver le projet de convention en annexe.

Mobiliteit - Lokaal Mobiliteitscontract "Historisch Molenbeek" - Gewestelijke subsidie voor de aanstelling van een voltijds equivalent voor een periode van twee jaar - Opvolging van de communicatie en burgerparticipatie - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst van 26 juli 2013, tot vaststelling van een kader voor mobiliteitsplanning en tot wijziging van diverse bepalingen die van invloed zijn op de mobiliteit;
Overwegende dat deze overeenkomst een regulerende waarde toekent aan het Gewestelijk Mobiliteitsplan (GMP) en de inhoud en de processen voor de ontwikkeling ervan en die van de gemeentelijke mobiliteitsplannen (GMP) definieert, met name om te zorgen voor een betere samenhang in mobiliteitsstrategieën en projecten op gewestelijk en gemeentelijk niveau;
Gelet op de definitieve goedkeuring voor de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van het ontwerp van Gewestelijk Mobiliteitsplan "Good Move" op 5 maart 2020;
Overwegende de projectoproep van het Gewest met als titel "Lokale Mobiliteitscontracten (LMC) 2019-2024";

Overwegende de goedkeuring van onze LMC-kandidatuur “Historisch Molenbeek”;
Overwegende het door de gemeente goedgekeurde nieuwe stappenplan dat de nieuwe uitvoeringsmodaliteiten van het LMC vastlegt, met bijzondere aandacht voor communicatie en burgerparticipatie;
Gelet op de overeenkomst van het Gewest waarvoor het bedrag van de subsidie 130.000,00 € bedraagt;
Overwegende dat deze overeenkomst betrekking heeft op de periode van 01/09/2023 tot 30/03/2026;
Overwegende het feit dat de subsidie in twee schijven zal worden uitbetaald:
een eerste schijf van 78.000,00 € ;
een tweede schijf van 52.000,00 € ;
Overwegende dat de begroting van 130.000,00 € als uitgave werd ingeschreven op het artikel 1040/11x-xxx van de gewone begroting 2023;
Overwegende dat de subsidie toegekend wordt aan de begunstigde voor de inzet door de gemeente van een VTE voor de opvolging van de communicatie en participatie rond het LMC “Historisch Molenbeek”, voor een periode van twee jaar;
Overwegende het feit dat het toekomstige VTE de afdeling Communicatie van de gemeente zal integreren en zal worden begeleid door zijn manager, maar uiteraard in nauwe samenwerking en coördinatie met de dienst Mobiliteit zal werken om zijn opdracht met betrekking tot het LMC “Historisch Molenbeek” uit te voeren.

BESLIST:

Enig artikel:

Het goedkeuren van de bijgevoegde ontwerpovereenkomst.

2 annexes / 2 bijlagen

SUP23.935_convNL_RH_CLMMH.pdf, SUP23.935_convFR_RH_CLMMH.pdf

33 **Recette communale - Vérification de l'encaisse communale du 01.01.2023 au 30.09.2023.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2023 au 30.09.2023 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 09.10.2023 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué ;

Considérant que le solde négatif à justifier par le Receveur communal s'élève à 3.219.991,14 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 15.000.000 EUR auprès de BRINFIN ;

Considérant que tous les extraits ne sont pas affectés dans la comptabilité dû au manque de personnel : sous-effectif, malade, etc.

Considérant que l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

DECIDE :

Article unique :

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2023 au 30.09.2023 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Gemeenteontvangst - Controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2023 tot 30.09.2023.

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2023 tot 30.09.2023;

Overwegende dat het kasgeld tot en met 09.10.2023 werd gecontroleerd door De heer afgevaardigde Schepen van Financiën;

Overwegende dat het negatief saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 3.219.991,14 EUR bedraagt zoals dit in bijlage werd gerechtvaardigd in de toestand van de thesaurie;

Overwegende dat het resultaat lening op vaste termijn bevat van 15.000.000 EUR bij BRINFIN;

Overwegende opgemerkt worden dat niet alle uittreksels geboekt zijn vanwege personeelstekort : onderbezetting, ziekte, enz;

Overwegende de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

BESLIST:

Enig artikel:

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2023 tot 30.09.2023 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

2 annexes / 2 bijlagen

SITUATION DE CAISSE 01.01.2023 au 30.09.2023 FR.pdf, SITUATION DE CAISSE 01.01.2023 au 30.09.2023 NL.pdf

34 **Recette communale - Vérification de l'encaisse communale du 01.01.2023 au 30.06.2023.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2023 au 30.06.2023 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 19.07.2023 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué ;

Considérant que le solde positif à justifier par le Receveur communal s'élève à 22.435.878,72 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant qu'aucune observation n'est à formuler concernant cette vérification, l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

DECIDE :

Article unique :

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2023 au 30.06.2023 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Gemeenteontvangst - Controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2023 tot 30.06.2023.

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2023 tot 30.06.2023;

Overwegende dat het kasgeld tot en met 19.07.2023 werd gecontroleerd door De heer afgevaardigde Schepen van Financiën;

Overwegende dat het positief saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 22.435.878,72 EUR

bedraagt zoals dit in bijlage werd gerechtvaardigd in de toestand van de thesaurie;
Overwegende dat geen enkele opmerking geformuleerd werd bij deze controle, de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;
Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

BESLIST:

Enig artikel:

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2023 tot 30.06.2023 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

2 annexes / 2 bijlagen

SITUATION DE CAISSE 01.01.2023 au 30.06.2023 FR.pdf, SITUATION DE CAISSE 01.01.2023 au 30.06.2023 NL.pdf

35 **Finances – Ordonnance visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale – Approbation du contrat 2023-2025 visant à promouvoir le développement économique local et régional.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 01.12.2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région ;

Considérant que cette ordonnance vise à créer, par la voie de la conclusion de contrats avec les communes, un climat propice au développement de l'activité économique en RBC via l'octroi d'une subvention ;

Considérant que le développement économique est ici entendu comme tout mécanisme permettant d'alléger le poids de la fiscalité communale sur les entreprises dans le but de favoriser leur installation et expansion et ceci en cohérence avec la politique de transition économique régionale adoptée par le Gouvernement régional ;

Considérant l'arrêté approuvé par le Gouvernement en date du 21 septembre 2023 octroyant aux communes un subside en exécution de l'ordonnance régionale du 01.12.2022 précitée;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins formulée en sa séance du 09.11.2023 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le contrat visant à promouvoir le développement économique local et régional pour les exercices 2023 à 2025 en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération, et de le transmettre à la Région pour le 01.12.2023 au plus tard.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Financiën – Ordonnantie ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Goedkeuring van de overeenkomst 2023-2025 ter bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Gezien de ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 01.12.2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Gewest;

Overwegende dat deze ordonnantie ertoe strekt, via het sluiten van overeenkomsten met de gemeenten, een klimaat tot stand te brengen dat gunstig is voor de ontwikkeling van de economische bedrijvigheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door de toekenning van een toelage ;
Overwegende dat de economische ontwikkeling hier moet worden begrepen als elke mechanisme dat toelaat de druk van de gemeentelijke fiscaliteit op de ondernemingen te verlichten met als doel hun vestiging en uitbreiding te bevorderen en dat ingesteld wordt in overeenstemming met het gewestelijk economisch transitiebeleid aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;
Overwegende het besluit van de regering d.d. 21 september 2023 tot toekenning van een toelage in uitvoering van de voormelde gewestelijke ordonnantie d.d. 01.12.2022;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen d.d. 09.11.2023;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst ter bevordering van de economische ontwikkeling op lokaal en gewestelijk vlak voor de dienstjaren 2023-2025, in de bijlage, dat integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging goed te keuren en het ten laatste op 01.12.2023 aan het Gewest te bezorgen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

2 annexes / 2 bijlagen

Contrat FR.pdf, Contrat NL.pdf

36 **Marchés Publics - Achat d'un Bus Scolaire - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 215.000,00 EUR) ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Considérant le cahier des charges N° 2023/1274 relatif au marché "Achat d'un Bus Scolaire" établi par le Service Marchés Publics ;
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 170.247,93 EUR hors TVA ou 206.000,00 EUR, 21% TVA comprise ;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 7220/743/53 et sera financé par la recette perçue dans le cadre du dédommagement intervenu pour la rue Tazieaux, 6/8 (DC 500/2023 – 125.000 euro – et DC 498/2023 – 75.000 euro) et 6.000 euro par emprunt ;

DECIDE:

Article 1er

d'approuver le cahier des charges N° 2023/1274 et le montant estimé du marché "Achat d'un Bus Scolaire", établis par le Service Marchés Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé

s'élève à 170.247,93 EUR hors TVA ou 206.000,00 EUR, 21% TVA comprise.

Article 2

de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

d'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Overheidsopdrachten - Aankoop Schoolbus - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 215.000,00 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop Schoolbus" een bestek met nr. 2023/1274 werd opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 170.247,93 EUR excl. btw of 206.000,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023, op artikel 7220/743/53 van de buitengewone dienst en dat de financiering gebeurt door de inkomsten die zijn ontvangen als onderdeel van de compensatie voor de Tazieauxstraat, 6/8 (DC 500/2023 - 125.000 euro en Dc 498/2023 - 75.000 euro) en 6.000 euro door lening ;

Beslist:

Artikel 1

goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2023/1274 en de raming voor de opdracht "Aankoop Schoolbus", opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 170.247,93 EUR excl. btw of 206.000,00 EUR incl. 21% btw.

Artikel 2

bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

het standaard publicatieformulier wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

37 Informatique : IRISnet 3

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, §1, 1°b, et ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'article 47 §2 7° a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le marché IRISnet2 arrive à échéance le 29 mai 2022 (avec une prolongation de 13 mois);

Considérant que Paradigm et la Région de Bruxelles-Capitale ont travaillé sur le renouvellement à travers une nouvelle procédure de marché public "IRISnet 3" passée sous la forme concurrentielle avec négociation;

Considérant que ce marché a été attribué à la société ORANGE;

Considérant qu'il faut assurer une continuité pour les services de télécommunications fournis par la société IRISnet dans le cadre du marché IRISnet 3;

DECIDE:

Article unique :

D'adhérer au marché CSC2021.016 - IRISnet3 par l'entremise de Paradigm afin d'assurer la continuité des services de télécommunications et de communications électroniques.

Informatica: IRISnet 3

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, artikel 38, §1, 1°b en zijn uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten die het mogelijk maakt dat een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, opdrachten van werken, leveringen en diensten plaatst, bestemd voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 §2 7° a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, dat bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet dat de IRISnet2-markt afloopt op 29 mei 2022 (met een verlenging van 13 maanden);

Overwegende dat Paradigm en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben samengewerkt aan de vernieuwing via een nieuwe openbare aanbestedingsprocedure "IRISnet 3" die is uitgevoerd in een concurrentiële vorm met onderhandelingen;

Overwegende dat deze markt is toegekend aan het bedrijf ORANGE;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de continuïteit te waarborgen voor de telecommunicatiediensten geleverd door het bedrijf IRISnet in het kader van de IRISnet3-markt;

BESLUIT :

Enige artikel :

Om toe te treden tot de markt CSC2021.016 - IRISnet3 via Paradigm om de continuïteit van telecommunicatie- en elektronische communicatiediensten te waarborgen.

38 **Prévention et Cohésion sociale - ASBL MOVE - Molenbeek Vivre Ensemble ASBL - Rapport d'activités 2022, comptes de résultats et bilan 2022 - Rapport du réviseur d'entreprise - Budget 2023.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 12 novembre 1992 relative à la création de l'Asbl MOVE (anciennement ASBL Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek) ;
Vu l'article 6 du contrat de concession établi entre la Commune et l'Asbl ;
Vu l'approbation du rapport d'activités 2022, des comptes de résultats et bilan 2022 présentant un déficit de 51.380,42€ pour l'année 2022 et un déficit cumulé de 299.504,66€ après affectation du résultat, du rapport du réviseur d'entreprises et du budget 2023 de l'Asbl MOVE par l'Assemblée Générale du 29 juin 2023.

Prend acte du rapport d'activités 2022, des comptes de résultats et bilan 2022 présentant un déficit de 51.380,42€ pour l'année 2022 et un déficit cumulé de 299.504,66€ après affectation du résultat, du rapport du Réviseur d'entreprises et du budget 2023 de l'Asbl MOVE.

Preventie en sociale cohesie - MOVE VZW - Molenbeek Vivre Ensemble VZW - Jaarverslag 2022, resultaatrekeningen en balans 2022- Verslag van de Bedrijfsrevisor - Begroting 2023.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 12 november 1992 inzake de stichting van de Vzw MOVE (Vroeger Vzw Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek);
Gelet op het artikel 6 van het concessiecontract opgesteld tussen de Gemeente en de Vzw ;
Gelet op de goedkeuring van het activiteitenverslag 2022, de resultatenrekening en balans 2022 waaruit een tekort blijkt van € 51.380,32 voor het jaar 2022 en een gecumuleerd tekort van € 299.504,66 na resultaatbestemming, het verslag van de commissaris en de begroting 2023 van vzw MOVE door de Algemene Vergadering van 29 juni 2023.

Neemt akte van het Jaarverslag 2022, van de resultatenrekening en balans 2022 waaruit een tekort blijkt van € 51.380,32 voor het jaar 2022 en een gecumuleerd tekort van € 299.504,66 na resultaatbestemming, het verslag van de Bedrijfsrevisor en de Begroting 2023 van de vzw MOVE.

3 annexes / 3 bijlagen

Comptes Annuels BNB 2022.pdf, RACTIVITES 2022.pdf, BUDGET 2023.pdf

39 **Propreté publique/Charroi - Déclassement de 12 aspirateurs urbains dépareillés.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;
Considérant que le Service Propreté publique dispose de 12 aspirateurs urbains (Gluttons) dépareillés ;
Considérant que ce matériel est obsolète, défectueux et encombre le dépôt communal de la Propreté publique ;
Considérant qu'il y a lieu de considérer ce matériel comme déchet soumis à reprise par le fabricant ou à défaut, par des collecteurs agréés ;
Considérant que le fabricant Glutton, en date du 6 octobre 2023, a proposé de les reprendre à 500,00 EUR HTVA l'unité et de les faire évacuer à sa charge ;
Considérant qu'il convient de procéder au déclassement de ces 12 aspirateurs urbains.

DECIDE

Article 1 :

De retirer le dit matériel du patrimoine communal et de confier sa reprise au fabricant ou à défaut via un collecteur agréé.

Article 2 :

D'inscrire la recette de 6000,00 € à l'article budgétaire 8750/774-51 de l'année 2023

Openbare netheid/Wagenpark - Buitengebruikstelling van 12 niet op elkaar afgestemde stedelijke stofzuigers.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de Openbare Reinigingsdienst 12 onaangepaste stadszuigers (Gluttons) heeft;

Overwegende dat dit materieel verouderd en defect is en het depot voor de gemeentelijke vuilophaaldienst vervuult;

Overwegend dat deze apparatuur moet worden beschouwd als afval dat moet worden teruggenomen door de fabrikant of, bij gebrek daaraan, door erkende ophalers;

Overwegende dat de fabrikant Glutton op 6 oktober 2023 heeft aangeboden deze apparaten terug te nemen voor een bedrag van 500,00 euro exclusief btw per apparaat en ze op zijn kosten te laten afvoeren;

Overwegende dat deze 12 stadszuigers buiten gebruik moeten worden gesteld.

BESLUIT

Artikel 1:

De genoemde toestellen uit de gemeentelijke goederen te verwijderen en de recuperatie ervan toe te vertrouwen aan de fabrikant of, bij gebrek daaraan, via een erkende ophaler.

Artikel 2:

De opbrengst van € 6.000,00 te boeken op begrotingspost 8750/774-51 voor 2023.

1 annexe / 1 bijlage

Molenbeek - 20043107.pdf

40 Culture française - Associations culturelles - Subsidies 2023.

LE CONSEIL,

Vu le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 23 mai 2018 ;

Vu les dossiers complets par lesquels les associations culturelles justifient leurs activités et introduisent leurs demandes, lesquelles sont les suivantes :

- Marbel asbl

N° d'entreprise : 0631.884.526

N° de compte : BE10 0017 6656 4404

Monsieur El Hamouti Mohammed

Avenue de la Liberté 74

1080 Bruxelles

Montant : 5.000,00€

- Artmonid asbl

N° d'entreprise : 0791.942.642

N° de compte : BE63 7512 1208 7308
Madame Ouassini Hamida
Av. Julien Hanssens 23
1080 Bruxelles
Montant : 1.500,00€

- Alma Del Sur Tango asbl

N° d'entreprise : 0792.609.764
N° de compte : BE69 0689 4697 7378
Madame Jonckheere Nathalie
Rue Michel Zwaab 18
1080 Bruxelles
Montant : 2.000,00€

- Bulles Productions asbl

N° d'entreprise : 0463.940.805
N° de compte : BE97 1430 7177 4849
Monsieur Moerens Olivier
Av. de Broqueville 167/20
1200 Bruxelles
Montant : 5.000,00€

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 7620/332/02 « Subsidés aux organismes » de l'exercice ordinaire 2023 ;

DECIDE :

Article 1 : D'accorder un soutien aux organismes suivants :

- Marbel asbl

N° d'entreprise : 0631.884.526
N° de compte : BE10 0017 6656 4404
Monsieur El Hamouti Mohammed
Avenue de la Liberté 74
1080 Bruxelles
Montant 5.000,00€

- Artmonid asbl

N° d'entreprise : 0791.942.642
N° de compte : BE63 7512 1208 7308
Madame Ouassini Hamida
Av. Julien Hanssens 23
1080 Bruxelles
Montant : 1.500,00€

- Alma Del Sur (Tango) asbl

N° d'entreprise : 0792.609.764
N° de compte : BE69 0689 4697 7378
Madame Jonckheere Nathalie
Rue Michel Zwaab 18
1080 Bruxelles

Montant : 2.000,00€

- Bulles Productions asbl

N° d'entreprise : 0463.940.805

N° de compte : BE97 1430 7177 4849

Monsieur Moerens Olivier

Av. de Broqueville 167/20

1200 Bruxelles

Montant : 5.000,00€

Article 2 :

D'engager la dépense de 13.500,00€ à l'article 7620/332-02 « Subsidies aux organismes » du budget ordinaire de l'exercice 2023.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services des Finances et de la Caisse.

Franstalige cultuur - Culturele verenigingen - Subsidies 2023.

41 Secrétariat communal - Motion déposée par Hind Addi (PTB-PVDA) et Khalil Boufraquech (PS-Vooruit) relative à la lutte contre les discriminations à l'emploi et au logement - Report du 25/09/2023 - Report du 04/10/2023 - Report du 18/10/2023 - 3ième convocation.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 10 mai 2007 visant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

Vu l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi ;

Vu l'ordonnance du 5 mai 2017 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et à promouvoir l'égalité de traitement ;

Vu les articles 192 et suivants du Code bruxellois du Logement (Titre X – De l'égalité de traitement et de la lutte contre la discrimination) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2019 portant exécution de l'ordonnance du 21 décembre 2018 modifiant le Code bruxellois du Logement afin de renforcer la lutte contre la discrimination dans l'accès au logement ;

Considérant que la discrimination est interdite par la loi et punissable ;

Considérant la motion adoptée par le conseil communal de Molenbeek du 21/3/2018 portant sur un plan d'action communal contre le racisme et les discriminations ;

Considérant que l'écart de taux d'emploi entre une personne d'origine belge et une personne belge de 2ème génération s'élève à près de 20 points de pourcentage; et que cet écart est un de plus important de l'Union Européenne ;

Considérant que plusieurs études montrent que les discriminations à l'emploi continuent à augmenter en Belgique. Ainsi, le taux de chômage des personnes d'origine maghrébine (38,4 pour les femmes et 31,3 pour les hommes) et des afro-descendants (environ 40 pour les femmes et 39 pour les hommes) est 3 à 4 fois plus élevé que celui des belgo-belges (11,4 pour les femmes et 12,3 pour les hommes) ;

Considérant que 9 victimes sur 10 de discrimination ne déposent pas plainte ;

Considérant qu'UNIA, l'institution publique indépendante qui lutte contre la discrimination et défend l'égalité des chances en Belgique, confirme que les testings ou tests de situation sont utiles et nécessaires afin de démontrer et de prouver qu'il y a de la discrimination sur le marché locatif privé, indiquant que sans de tels tests, il est beaucoup plus difficile d'identifier la réalité des discriminations ;

Considérant que les tests de situation réalisés ont démontré à maintes reprises qu'entre 16%-17% et 27% des entreprises discrimine ou est prêt à discriminer ;

Considérant que des testings réalisés ont démontré à maintes reprises qu'entre 14% et 50% des bailleurs discriminent ou sont prêts à discriminer ;
Considérant que plus de 14 villes (Gand, Anvers, Alost, Ninove, Bruges, Saint-Nicolas, Liège, Namur, Charleroi, Mons, Malines, Genk, Courtrai, Leuven, ...) ont déjà réalisés des testings pour mesurer et sensibiliser contre les discriminations sur le marché de logement ;
Considérant que suite aux testings, la Ville de Gand a abordé des sociétés immobilières pour qu'ils forment leur personnel et que suite à cela le pourcentage des sociétés immobilières qui discriminent a baissé de 26% à 14%. Une troisième vague de testings "juridiques", permettant de sanctionner s'il fallait les sociétés qui continuaient à discriminer, a fait disparaître complètement les discriminations au premier contact par les sociétés immobilières.
Considérant que suite aux testings réalisés par la Ville d'Anvers sur le marché locatif, le pourcentage de sociétés immobilières discriminantes a baissé de 17% à 10% ;
Considérant que deux villes (Gand et Anvers) ont effectué des testings sur leur marché d'emploi ;

Le Conseil communal demande au Collège :

- D'appliquer les mesures du plan d'action communal contre le racisme et les discriminations du 21/3/2018 ;
- De mettre en place un guichet anti-discrimination afin de recenser les discriminations signalées par les Molenbeekois.es ainsi que d'accompagner nos concitoyens dans le processus de dépôt plainte lorsqu'ils en sont victimes ;
- D'encourager une collaboration avec les AIPL (Les associations oeuvrant à l'insertion par le logement)
- De relayer aux autorités régionales compétentes en la matière, des discriminations recensées par le guichet anti-discrimination de Molenbeek

Le Conseil communal demande à la Région bruxelloise de :

- De renforcer son dispositif des testings anti-discrimination sur le marché du logement et sur le marché de l'emploi ;
- De soutenir financièrement la commune de Molenbeek dans la mise en place de ses dispositifs de lutte contre les discriminations.

Gemeentelijk Secretariaat - Motie ingediend door Hind Addi (PTB-PVDA) en Khalil Boufraquech (PS-Vooruit) over de bestrijding tegen discriminatie betreffende werkgelegenheid en huisvesting - Uitstel van 25/09/2023 - Uitstel van 04/10/2023 - Uitstel van 18/10/2023 - 3de oproep.

42 Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Khalil Boufraquech, Conseiller communal PS, relative à la demande d'un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza.

- A. Considérant la résolution adoptée par l'ONU le 27 octobre 2023, soutenue par la Belgique et appelant à une trêve humanitaire, au respect du droit international et à une aide continue à Gaza ;
- B. Condamnant le plus fermement les pertes en vies humaines parmi les civils israéliens suite à l'attaque terroriste du Hamas faisant plus de 1400 morts et les pertes en vie humaines parmi les civils palestiniens de la riposte israélienne totalement disproportionnée, totalisant plus de 12 000 morts du côté palestinien à Gaza et en Cisjordanie occupés dont plus de 4 000 enfants ;

- C. Condamnant la prise d'otages israéliens par le Hamas qui fait suite à l'attentat terroriste perpétré par le Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023 ;
- D. Notant les 1,4 million de déplacés dans la Bande de Gaza, soit 70% de la population ;
- E. Considérant que les civils, des deux côtés, sont les premières victimes des attaques du Hamas et de la réponse disproportionnée du gouvernement israélien ;
- F. Considérant que le siège et le blocus total de la Bande de Gaza contrevient au droit international humanitaire et met en danger de mort la population de Gaza ;
- G. Considérant que des plaintes ont été déposées à la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité contre le gouvernement israélien, pour les bombardements indiscriminés sur la bande de Gaza,
- H. Se référant à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international et humanitaire ;
 - I. Rappelant les obligations internationales de toutes les parties en vertu des conventions relatives aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les Conventions de Genève et les Règles de La Haye ;
 - J. Notant les résolutions antérieures du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies concernant la question israélo-palestinienne, en particulier la résolution 1860 du Conseil de sécurité adoptée le 8 janvier 2009 ;
- K. Constatant le blocus persistant et illégal de la Bande de Gaza par Israël, ainsi que les entraves à l'aide humanitaire et aux soins de santé ;
- L. Soulignant le droit de chaque État à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues ;
- M. Considérant que la solution à deux États, avec Israël et la Palestine coexistant pacifiquement, est la seule solution durable au conflit ;
- N. Reconnaisant le droit des Palestiniens à l'auto-détermination et à un État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale ;
- O. Notant que la Bande de Gaza fait partie intégrante du territoire palestinien occupé et que sa résolution doit faire partie d'une solution politique négociée ;
- P. Tenant compte des rapports d'organisations telles qu'Human Rights Watch, Yesh Din, B'tselem, Al Haq, du rapporteur spécial de l'ONU, qualifiant l'occupation de la Palestine par Israël de crime d'apartheid ;
- Q. Constatant la mise en place d'une commission d'enquête internationale sur les violations présumées du droit international humanitaire et des droits de l'homme dans les Territoires palestiniens occupés et en Israël ;
- R. Notant le rapport de la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation dans le territoire palestinien occupé d'octobre 2022 ;
- S. Condamnant fermement tout recours à la force et toute atteinte au droit international dans le conflit ;
- T. Soulignant l'importance de poursuivre les efforts diplomatiques pour parvenir à une solution pacifique ;
- U. Reconnaisant la nécessité de traiter les causes profondes du conflit et de respecter les droits

des Palestiniens pour garantir une paix durable ;

- V. Soulignant l'importance du respect du droit international et de l'urgence d'intensifier les efforts diplomatiques pour parvenir à une résolution pacifique en reconnaissant formellement l'État de Palestine ;
- W. Considérant que les causes structurelles du conflit résident dans la violence institutionnalisée du régime d'apartheid, de la colonisation incessante des territoires occupés et des politiques d'annexion du gouvernement israélien ;
- X. Considérant que la commune de Molenbeek s'est prononcée à plusieurs reprises sur le conflit israélo-palestinien en particulier en 2014 et en 2021 à travers ces motions demandant la reconnaissance de l'État de Palestine et celle demandant l'arrêt immédiat de l'annexion des territoires palestiniens, l'arrêt des expulsions et des violences meurtrières dans le chef de l'État d'Israël ;
- Y. Considérant que la commune de Molenbeek a adapté son règlement des marchés publics le 26 avril 2017, d'un article excluant des marchés publics toute multinationale impliquée dans les violations des droits humains et du droit international comme l'occupation des territoires palestiniens.

Le Conseil communal de Molenbeek :

CONDAMNE :

- Les attaques terroristes du Hamas contre les civils israéliens ;
- Le siège de Gaza, la riposte disproportionnée du gouvernement israélien, les bombardements indiscriminés qui sont autant de crimes de guerre et contre l'humanité et le déplacement de population contraires au droit humanitaire international comme dénoncé par l'ONU.

EXPRIME :

- Sa solidarité et son soutien aux populations civiles des deux parties ;

SOUTIENT :

- Un cessez-le-feu immédiat et le retour à la table des négociations pour un processus de paix ;
- La libération de tous les otages israéliens et des civils palestiniens ;
- Le respect du droit international par toutes les parties et notamment la fin des colonies,
- La reconnaissance immédiate de l'État de Palestine par la Belgique pour parvenir à une résolution pacifique sur la base de deux États ;
- La fin du blocus et de l'isolement de la Bande de Gaza par Israël ;
- L'ouverture de corridors humanitaires sûrs, la prévention de la traite des êtres humains, et le soutien aux ONG pour l'accès humanitaire ;
- Le projet d'une interdiction fédérale du commerce des produits en provenance des territoires occupés par Israël.

DEMANDE AU COLLEGE :

- De soutenir toutes initiatives locales visant à la recherche d'un cessez-le feu et/ou d'un engagement à une solution à deux états ;

- De ne pas ménager ses efforts pour lutter contre toute forme d'importation du conflit sur notre territoire qui pourrait résulter en une augmentation des discours et violences à caractères racistes ou antisémites ;
- De reconfirmer et d'appliquer les exigences de la motion votée le 26 avril 2017 relative à l'exclusion des marchés publics de toute multinationale impliquée dans les violations des droits humains et du droit international ;
- Que cette motion soit envoyée à Monsieur le Premier Ministre, Madame la Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres-Présidents des entités fédérées, à l'ensemble des présidences de partis représentés au sein des différents parlements belges.

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de heer Khalil Boufraquech, PS gemeenteraadslid, waarin hij oproept tot een onmiddellijk staakt-het-vuren in de Gazastrook.

43 Secrétariat communal - Motion déposée par la famille libérale, visant à demander un cessez-le-feu immédiat dans la Bande de Gaza et la libération immédiate des otages.

Le Conseil communal de la Molenbeek,

Renvoyant à l'attaque lancée par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 et aux contre-offensives menées par l'armée israélienne dans la Bande de Gaza ;

Vu les 1.400 victimes israéliennes et les 5.400 blessés recensés par l'ONU et les quelques 220 citoyens israéliens dont des enfants et des personnes âgées pris en otage ;

Vu les 11.000 victimes à Gaza et les 27.000 blessés recensés par l'ONU ;

Considérant le nombre important de déplacés dépassant 1.5M personnes dans la Bande de Gaza ;

Considérant que la résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité des Nations Unies condamne l'acquisition de territoire par la guerre, appelle au retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés et confirme l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région ;

Vu la Convention de Genève de 1949, liant la Belgique en tant qu'État partie, qui établit que les États parties doivent "faire respecter" le droit international humanitaire ;

Renvoyant aux nombreuses cibles en ce compris des habitations, des écoles et des hôpitaux, qui ont déjà été touchées durant les combats ;

Vu les pénuries criantes de nourriture, d'eau, de carburant et de médicaments qui frappent les habitants de la Bande de Gaza ;

Considérant la déclaration du 14 octobre 2023 de l'Organisation mondiale de la Santé qui indique que l'évacuation forcée des hôpitaux coûtera la vie à des centaines de patients ;

Considérant l'appel des agences humanitaires de l'ONU devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 31 octobre pour un cessez-le-feu humanitaire, et l'appel de Médecins Sans Frontières pour un cessez-le-feu immédiat ;

Considérant le vote de la Belgique en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire lors de l'Assemblée générale de l'ONU.

Demande au Collège de la Molenbeek-Saint-Jean de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il :

- se prononce explicitement pour un cessez-le-feu immédiat conjointement à la libération de tous les otages ;
- exige la levée du blocus de la Bande de Gaza et insiste sur la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire afin de remédier à la situation d'urgence observée sur place ;
- demande le respect du droit international par toutes les parties.

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de liberale familie waarin wordt opgeroepen tot een onmiddellijk staakt-het-vuren in de Gazastrook en de onmiddellijke vrijlating van de gijzelaars.

44 **Secrétariat communal - Motion déposée par le PTB*PVDA relative à la demande d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Vu les 104 résolutions de l'ONU qu'Israël ne respecte pas;

Vu que la résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité des Nations Unies condamne l'acquisition de territoire par la guerre, appelle au retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés et confirme l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région;

Vu la résolution 465 du 1er mars 1980 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui demande "à tous les États de ne fournir à Israël aucune assistance qui serait utilisée spécifiquement pour les colonies de peuplement des territoires occupés";

Vu la Convention de Genève de 1949, liant la Belgique en tant qu'État partie, qui établit que les États parties doivent "faire respecter" le droit international humanitaire;

Considérant l'attaque lancée par le Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023 et aux contreoffensives massives menées par l'armée israélienne;

Considérant le nombre élevé de victimes civiles recensées dans les deux camps;

Considérant les quelques 200 citoyens israéliens pris en otage;

Considérant que la Bande de Gaza souffre depuis plus de seize ans d'un blocus illégal et abominable, et que ce territoire est considéré par les Nations Unies (ONU) comme la plus grande prison à ciel ouvert du monde;

Considérant les nombreuses cibles civiles, en ce compris des habitations, des écoles et des hôpitaux, qui ont déjà été touchées durant les combats;

Considérant les pénuries criantes de nourriture, d'eau, de carburant et de médicaments qui frappent les habitants de la Bande de Gaza;

Renvoyant à la déclaration du 14 octobre 2023 de l'Organisation mondiale de la Santé, qui indique que l'évacuation forcée des hôpitaux coûtera la vie à des centaines de patients;

Considérant que le Parlement européen a refusé, lors d'un vote organisé le 19 octobre 2023, d'appeler à un cessez-le-feu immédiat;

Considérant les tensions croissantes dans toute la région et le risque de débordement et d'escalade de ce conflit;

Considérant les liens entre notre commune et la Palestine,

- en votant le 26 novembre 2014 une motion appelant à la reconnaissance de la Palestine;
- par l'adoption le 25 juin 2015, d'une motion de s'engager à exclure des multinationales ne respectant pas le droit international, comme l'exploitation économique des territoires occupés

palestiniennes;

- en adhérant en 2017 au réseau des autorités locales belges pour la Palestine;
- en approuvant un partenariat avec la ville de Jénine en 2018;
- par le soutien à plusieurs voyages de jeunes en Palestine et Israël en 2017 et 2018;
- par l'adaptation de son règlement des marchés publics le 26 avril 2017, d'un article excluant des marchés publics toute multinationale impliquée dans les violations des droits humains ou du droit international comme l'occupation des territoires palestiniennes;

Le conseil communal décide de :

- demander au gouvernement fédéral de se prononcer explicitement pour un cessez-le-feu immédiat;
- reconfirmer et appliquer le vote du 26 avril 2017 concernant l'exclusion des marchés publics de toute multinationale impliquée dans les violations des droits humains ou du droit international;

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de PTB*PVDA waarin wordt opgeroepen tot een onmiddellijk staakt-het-vuren in Gaza. (Aanvullend)

45 Secrétariat communal - Motion déposée par ECOLO SAMEN relative à la situation au Proche-Orient et à la résolution pacifique de la situation en Israël-Palestine. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Le conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean :

1. Vu la Charte des Nations Unies et les principes du droit international et du droit international humanitaire ;
2. Vu la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale des Nations-Unies du 29 novembre 1947 qui recommande notamment le partage de la Palestine en un État juif et un État arabe ;
3. Considérant la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui déclare l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et qui pose les principes du retrait des territoires occupés comme condition essentielle pour la paix ;
4. Vu la Convention de Genève de 1949, liant la Belgique en tant qu'État partie, qui dispose que les parties à la Convention doivent "faire respecter" le droit international humanitaire ;
5. Vu la déclaration de principe des Accords d'Oslo, signée à Washington le 13 septembre 1993 ;
6. Vu les résolutions adoptées précédemment par le Conseil de sécurité et le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies concernant la question israélo-palestinienne et plus spécifiquement la résolution 1860 du Conseil de sécurité adoptée le 8 janvier 2009 qui concerne en particulier la bande de Gaza ;
7. Considérant les obligations internationales en vertu des conventions internationales relatives aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, plus précisément les conventions de Genève et leurs protocoles additionnels (1949 et 1977) ainsi que les règles de La Haye (1907) ;
8. Considérant l'attaque perpétrée par le Hamas envers la population civile israélienne le samedi 7 octobre 2023 et horrifiés par le nombre de décès de civils israéliens ;
9. Considérant que la prise en otages de 240 civils israéliens par le Hamas sont des violations flagrantes du droit international ;
10. Considérant les attaques massives de l'armée israélienne contre la population de la bande de Gaza impactant des infrastructures civiles y compris humanitaires, telles que des hôpitaux, habitations, écoles, ambulances... et les décès de plusieurs milliers de gazaoui et dont le bilan dans les prochains jours est amené à s'aggraver ;
11. Considérant que le gouvernement Netanyahu n'a eu de cesse de poursuivre sa politique de

- colonisation au mépris du droit international et des droits des Palestiniens ;
12. Considérant que la détention arbitraire de Palestiniens, ces derniers jours comme depuis des dizaines d'années, par Israël sont des violations flagrantes du droit ;
 13. Condamnant fermement tout recours à la force et toute atteinte au droit international ;
 14. Considérant les mesures à prendre vis-à-vis de la situation humanitaire en Israël et dans les territoires palestiniens ;
 15. Considérant le siège total de la bande de Gaza qui inclut notamment l'eau, l'électricité et l'approvisionnement de ses 2,3 millions d'habitants et que le Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies a déclaré que cela était contraire au droit international ;
 16. Vu les pénuries graves de nourriture, d'eau, de carburant et de médicaments qui frappent les habitants de la Bande de Gaza ;
 17. Considérant le blocus illégal de la bande de Gaza et les entraves au passage du matériel humanitaire et à l'accès à des soins de qualité qui en résulte ;
 18. Considérant que les conclusions du Conseil de l'Union Européenne du 18 janvier 2016 sur le processus de paix au Proche-Orient, demandent la levée du blocus de Gaza ;
 19. Considérant que les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 10 décembre 2012 rappellent que les colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est "sont illégales au regard du droit international et qu'elles constituent un obstacle pour la paix" ;
 20. Considérant la mise en place le 27 mai 2021 par le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies d'une commission d'enquête internationale indépendante et permanente chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël sur toutes les violations présumées du droit international humanitaire et des droits de l'homme qui auraient été commises depuis le 13 avril 2021, ainsi que sur toutes les causes profondes des tensions récurrentes, de l'instabilité et de la prolongation du conflit, y compris la discrimination et la répression systématiques fondées sur l'appartenance nationale, ethnique, raciale ou religieuse, et considérant les deux premiers rapports de cette commission d'enquête publiés en juin et octobre 2022 ;
 21. Réaffirmant le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit à l'autodétermination, le droit à se protéger et à protéger leurs populations civiles en cas d'agression, le droit à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues ;
 22. Convaincu qu'une solution doit être trouvée dans laquelle les peuples israélien et palestinien coexistent pacifiquement à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, pour mettre durablement un terme à la situation en Israël et en Palestine ;
 23. Rappelant avec insistance l'importance de continuer à mettre en oeuvre tous les moyens diplomatiques pour trouver une solution politique durable ;
 24. Rappelant que toutes les parties doivent s'efforcer de protéger la vie des civils et que les attaques délibérées contre des civils et les attaques aveugles tuant ou blessant des civils sont des crimes de guerre ;
 25. Considérant que les plus de deux millions d'habitants de la bande de Gaza vivent sur seulement 365 kilomètres carrés, ce qui en fait l'une des unités politiques les plus densément peuplées de la planète, sans aucun moyen de s'échapper ;
 26. Considérant que, selon les Nations Unies, environ 80 % de la population de Gaza dépend de l'aide internationale et que la suspension de cette aide ne contribue en rien à une paix durable en Israël et en Palestine ;

Le conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean :

CONDAMNE

- le plus fermement les attaques perpétrées par le Hamas ayant tué massivement des civils israéliens et condamne tout aussi fermement les bombardements sanglants, dévastateurs et totalement disproportionnés d'Israël touchant de manière atroce les civils sous blocus dans la bande de Gaza;
- le siège illégal de Gaza et le déplacement de population, contraire au droit humanitaire international comme le dénonce l'ONU.
- la politique de colonisation des territoires occupés menée sans relâche par le gouvernement

EXPRIME

- sa solidarité et son soutien aux populations civiles israéliennes et palestiniennes ;

DÉNONCE

- toute forme de violence et souligne l'importance du respect du droit international selon lequel toutes les parties liées à la situation ont le devoir de protéger les droits humains ;

APPELLE

- à un cessez-le-feu immédiat, à la libération de tous les otages, à permettre l'aide humanitaire et les soins aux victimes, et à accepter d'élaborer un processus de paix

Le conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean demande au Bourgmestre et son collègue d'insister auprès du gouvernement fédéral et de la Commission européenne :

- A. de soutenir des initiatives bilatérales ou multilatérales visant la recherche sincère d'un cessez-le-feu immédiat et d'un engagement de désescalade pour éviter un embrasement régional ;
- B. d'appeler à la libération des otages israéliens ;
- C. d'appeler à la libération de tous les Palestiniens illégalement privés de leur liberté ;
- D. d'appeler à respecter le droit international ;
- E. de continuer à mettre en oeuvre tous les moyens diplomatiques et politiques permettant de promouvoir une solution politique et d'encourager la tenue de pourparlers pour une issue pacifique au conflit ;
- F. de plaider auprès de l'Union européenne afin que cette dernière mette sur pied, dans le cadre de sa politique euro-méditerranéenne de voisinage, un espace de dialogue constructif concernant la paix au Moyen-Orient ;
- G. de prendre des initiatives auprès des instances compétentes, afin d'exiger d'Israël la fin du blocus et de la politique consistant à isoler la bande de Gaza de la Cisjordanie pour fournir en priorité l'aide essentielle et les produits de base ;
- H. de promouvoir sur le plan diplomatique l'ouverture de corridors humanitaires sûrs, la prévention de la traite des êtres humains dont les réfugiés palestiniens pourraient être victimes et le soutien aux ONG qui souhaitent obtenir un accès humanitaire ;
- I. de prendre les mesures nécessaires pour protéger les belges, les binationaux et les employés des ONG et agences internationales (Enabel,...) ;
- J. d'intercéder auprès de l'Union Européenne afin qu'elle veille à la protection des militants pour la paix et des journalistes qui sont victimes de discriminations et de violences dans les territoires palestiniens et en Israël ;
- K. de ne pas ménager ses efforts pour lutter contre toute forme d'instrumentalisation du conflit ici en Belgique qui pourrait résulter en une augmentation des discours et violences à caractères antisémites et racistes ;
- L. à ne cesser en aucun cas l'aide humanitaire et l'aide au développement aux populations des territoires palestiniens et d'Israël ;
- M. d'interdire l'importation des produits issus des colonies ;
- N. d'appeler explicitement le procureur de la Cour pénale internationale à donner la priorité à l'enquête sur la situation en Israël et en Palestine au cours des semaines et des mois à venir ;
- O. reconnaître l'État palestinien ;
- P. imposer des sanctions économiques et commerciales à l'encontre d'Israël et des responsables gouvernementaux jusqu'à l'instauration d'un cessez-le-feu ;
- Q. réaffirmer la résolution adoptée au cours de la législature précédente, laquelle vise à exclure des marchés publics de Molenbeek toute multinationale impliquée dans des violations des droits humains ou du droit international ;

R. hisser un drapeau blanc à l'entrée de notre administration communale en tant que symbole de paix jusqu'à une résolution du conflit.

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door ECOLO SAMEN over de situatie in het Midden-Oosten en de vreedzame oplossing van de situatie in Israël-Palestina. (Aanvullend)

46 Secrétariat communal - Motion déposée par le mouvement Molenbeek Autrement, relative à la situation en Palestine. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

1. Considérant la Charte des Nations Unies et les principes du droit international et du droit international humanitaire ;
2. Considérant la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale des Nations-Unies du 29 novembre 1947 qui recommande notamment le partage de la Palestine en un État juif et un État arabe ;
3. Considérant la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui déclare l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et qui pose les principes du retrait des territoires occupés comme condition essentielle pour la paix ;
4. Considérant la résolution 43/177 du 15 décembre 1988 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a pris acte de la proclamation de l'Etat palestinien par le Conseil national palestinien, le 15 novembre 1988 et a décidé que la désignation de la « Palestine » serait utilisée au sein des Nations Unies ;
5. Considérant la Convention de Genève de 1949, liant la Belgique en tant qu'État partie, qui dispose que les parties à la Convention doivent « faire respecter » le droit international humanitaire ;
6. Considérant les rapports d'Human Right Watch, Yesh Din, B'tselem, Al Haq et le Cairo Institute for Human Rights Studies qui qualifient l'occupation de la Palestine par Israël de crime d'apartheid ;
7. Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean entretient des liens avec la Palestine notamment à travers un partenariat avec la ville de Jénine ;
8. Considérant la résolution du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 juillet 2011 relative à la reconnaissance de l'Etat palestinien en septembre 2011 ;
9. Considérant les demandes formulées dans la proposition de résolution adoptée en séance plénière de la Chambre le 25 juin 2020 condamnant la politique d'annexion d'Israël sur les territoires occupés en Palestine ;
10. Considérant l'adoption par le Sénat de Belgique d'une proposition de résolution relative à la reconnaissance de l'Etat palestinien en juillet 2011 ;
11. Considérant les votes positifs émis par la Belgique le 31 octobre 2011 lors de l'acquisition par la délégation palestinienne du statut de mission permanente d'observation à l'UNESCO et le 29 novembre 2012 lorsque l'Autorité palestinienne a été admise en tant qu'Etat observateur non membre de l'ONU ;
12. Considérant que 138 pays reconnaissent l'Etat palestinien dont plusieurs pays européens comme l'Irlande, Suède, Roumanie, Pologne et que le gouvernement Espagnol a annoncé son intention de reconnaître l'Etat de Palestine ;
13. Considérant l'accord de coalition du gouvernement israélien de droite et d'extrême droite conclu en novembre 2022 qui prévoit expressément une spoliation des terres palestiniennes à travers : « l'expansion de la présence juive dans toutes les parties de la Terre d'Israël » ;
14. Considérant que le gouvernement israélien met formellement en oeuvre sa politique d'exclusion et de ségrégation visant à opprimer les populations palestiniennes à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et à Gaza ;
15. Considérant que l'Etat d'Israël organise l'emprisonnement de milliers de ressortissants palestiniens sans jugement ainsi que de très nombreux enfants victimes d'arrestations et d'emprisonnement ;
16. Considérant que les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 10 décembre 2012

rappellent que les colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est « sont illégales au regard du droit international et qu'elles constituent un obstacle pour la paix » ;

17. Considérant le nombre très important de manifestations à travers le monde réclamant la fin des actions violentes à l'égard de la population vivant dans la bande de Gaza ;

18. Considérant que ce conflit entre deux forces non égales est le résultat d'une politique de colonisation et d'apartheid dont sont victimes les civils palestiniens et israéliens ;

19. Considérant le siège total de la bande de Gaza prive les habitants de l'accès à l'eau, à l'électricité et à l'approvisionnement de ses 2,5 millions de Gazaouis

20. Considérant que toutes les institutions internationales dont le Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies ont déclaré qu'Israël bafouée le droit international ;

21. Considérant le blocus illégal de la bande de Gaza et les entraves au passage du matériel humanitaire et à l'accès à des soins vitaux de qualité qui en résulte ;

22. Considérant que toutes les parties doivent s'efforcer de protéger la vie des civils et que les attaques délibérées contre des civils et les attaques aveugles tuant ou blessant des civils sont des crimes de guerre ;

23. Considérant le vote de la Belgique en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire lors de l'Assemblée générale de l'ONU ;

Le Conseil Communal de Molenbeek-Saint-Jean décide :

1. D'appeler à un cessez-le-feu immédiat.

2. D'imposer des sanctions économiques et commerciales à l'encontre d'Israël et des responsables gouvernementaux.

3. De plaider pour la libération des otages civils israéliens et des prisonniers palestiniens.

4. D'engager toutes les parties impliquées dans ce conflit à respecter le droit international, en rappelant qu'aujourd'hui la Palestine à la lecture de celui-ci est occupé par Israël.

5. De demander au procureur de la Cour pénale internationale qui a bénéficié d'une aide financière belge de 5 millions d'euros d'initier en priorité une enquête sur la situation en Palestine.

6. À l'instar des 138 pays du monde ainsi que prochainement de l'Espagne de demander au gouvernement belge d'entamer les démarches pour reconnaître l'État palestinien.

7. D'interdire tout transit d'armes vers Israël et de demander au gouvernement wallon, flamand et bruxellois de geler toutes ventes d'armes, composants électroniques et produits chimiques qui rentrent dans la fabrication d'armement à Israël.

8. De demander au gouvernement belge de produire un arrêté royal activant la loi de 1er août 1979 afin d'interdire aux belgo-israéliens de participer au génocide en cours à Gaza.

Pour le mouvement : Molenbeek Autrement – Molenbeek Anders

Ahmed El khannouss – Hassan Ouassari – Karim Houari

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de beweging Molenbeek Anders over de situatie in Palestina. (Aanvullend)

47 Secrétariat communal - Motion déposée par le groupe PS-Vooruit relative à la mise en place de conteneurs souterrains dans les nouveaux projets de travaux publics. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Considérant que le gouvernement régional s'est engagé dans l'accord de gouvernement à mettre en place des conteneurs souterrains dans le cadre de nouveaux projets de travaux publics ;

Considérant le problème pressant des dépôts sauvages dans la Région de Bruxelles-Capitale et la

pollution conséquente des rues, entraînant chaque année plus de 30 000 tonnes de déchets sauvages[1] ;

Considérant le fait que de nombreuses personnes à Bruxelles vivent dans de petits logements et que 21 % des Bruxellois n'ont ni jardin ni balcon pour stocker leurs déchets pendant plusieurs jours[2] ;

Considérant que d'autres grandes villes voisines telles qu'Anvers, Amsterdam, Barcelone, Lisbonne, etc... ont déjà mis en place un système de conteneurs souterrains dont les résultats sont très positifs en termes de propreté des rues ;

Considérant que les sacs poubelle dans les rues attirent les nuisibles ;

Considérant que les sacs poubelle dans les rues constituent un obstacle pour les piétons, en particulier pour les personnes à mobilité réduite, les parents avec poussettes ou encore les personnes âgées ;

Considérant que les sacs poubelle sont ramassés par les camions (souvent pendant les heures de pointe), contribuant ainsi à la congestion du trafic en ville ;

Considérant que le travail actuel des éboueurs est très pénible en raison de la nature du travail, soulevant et déplaçant les sacs poubelle.

Le conseil communal de Molenbeek demande au gouvernement régional :

- De soutenir la commune de Molenbeek dans la mise en place de conteneurs souterrains dans les nouveaux projets de travaux publics conformément à l'accord de gouvernement qui le stipulait.

Le conseil communal de Molenbeek demande au Collège des Bourgmestre et Échevins :

- De s'engager avec la région à étudier la possibilité d'incorporer des conteneurs souterrains dans tous les nouveaux projets de travaux publics y compris ceux relatifs aux travaux de rénovation ;
- De prendre des mesures proactives pour mettre en place des conteneurs souterrains pour tous les habitants de Molenbeek ;
- Que cette motion soit envoyée au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

[1] https://www.standaard.be › cnt › dmf20221129_98064856

[2] <https://www.bruzz.be/samenleving/een-op-vijf-brusselaars-heeft-geen-tuin-balkon-2020-11-25>

Gemeentelijk Secretariaat - Motie ingediend door de PS-Vooruit fractie over het plaatsen van ondergrondse containers bij nieuwe openbare werken. (Aanvullend)

48 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Barret, Conseillère communale ECOLO SAMEN, relative Agression violente d'un jeune homme, Soufyane. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

« Un Espagnol de 19 ans est entre la vie et la mort après avoir été tabassé près de la station Beekkant à Molenbeek. Soufyane a été agressé par des dizaines d'autres personnes le 1er novembre dernier.

Depuis, il est dans le coma aux soins intensifs. »

Un reportage le 7 novembre par BX1 décrit :

« Une trentaine de jeunes armés de battes de Baseball, de trottinettes et de barres en métal, ils l'ont tabassé avant de le laisser pour mort ...Le groupe l'attendait à la sortie de la station... / l'oncle de Soufyane explique qu'il est sous assistance respiratoire et dans le coma/ Les habitant.e.s et les ami.e.s de Soufyane sont sous le choc.

Lors de ce reportage, Mr GJANAJ s'est exprimé comme faisant fonction de bourgmestre :

« On a aucune information comme quoi il y aurait éventuellement des problèmes de gang ou quoi...dans ce quartier. C'est vraiment on va dire un évènement dramatique MAIS on va dire on espère aussi qu'il soit lié à des circonstances particulières... »

RIEN ne justifie une telle violence, rien ne justifie qu'on laisse nos enfants s'entre tuer en rue. Sous aucun prétexte l'agression de Soufyane doit être traitée de circonstance particulière.

Nous sommes en crise d'humanité, en crise d'empathie. Une vie égale une autre, je souhaite ici manifester mes très sincères pensées pour Soufyane et ses proches. Je souhaiterai qu'un.e représentant.e de notre commune puisse partager ce sentiment sans commentaire ni justification. Les sentiments d'insécurité liés à la station Beekant sont persistants, personnellement je l'évite autant que possible depuis 15 ans.

L'insécurité dans ce quartier, contraint beaucoup de jeunes molenbeekoises et molenbeekoïses à rester confiné.e.s la nuit tombée. Je pense également aux mamans de très jeunes enfants et aux personnes âgées. Cet épisode dramatique est un signal d'alarme fort et décisif pour notre commune. La violence de ce qui s'est passé ce 1er novembre s'ajoute très malheureusement aux multiples drames que nous avons vécu et que nous craignons dans nos rues depuis des mois.

Rien ne justifie que nous, parents, grand-parents et ami.e.s soyons inquiété de circuler dans notre commune et qui plus est de vivre dans la crainte qu'un.e membre de notre famille ne rentre pas.

Comme ce fut le cas pour Soufyane ce 1er novembre.

Se posent dès lors les questions suivantes :

Le service d'aide aux victimes de notre commune a-t-il été investi auprès des proches de Soufyane ? Soufyane, sa famille, ses ami.e.s, ses voisins ont-elles/ils fait l'objet d'une cellule de crise ? D'un soutien psychologique à la mesure du drame ?

Pouvez-vous nous assurer que notre commune fait son possible pour le bon déroulement de l'enquête et de son suivi afin que justice soit faite pour Soufyane ?

Quelles sont les mesures de sécurité mises en place ou à venir pour rassurer les citoyennes et citoyens habitants le quartier ? (leurs chiffres ?)

Quelles mesures de préventions sont à l'oeuvre et-ou à l'agenda de notre commune ?

Comment la Bourgmestre peut-elle garantir à nos concitoyen.ne.s qu'un retour à la cohésion et aux dialogues est possible après un tel drame ?

Pascale Barret

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Barret, Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, over de gewelddadige aanval op een jongeman, Soufyane. (Aanvullend)

49 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, Conseiller communal Défi, relative à la préparation et la réponse au grand froid. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

Monsieur le Bourgmestre,

Ce soir, je souhaite attirer votre attention sur un enjeu crucial pour notre commune en cette période de l'année : la préparation et la réponse au grand froid qui s'annonce. Notre devoir est de garantir la sécurité et le bien-être de tous nos concitoyens, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables,

comme les sans-abris et les personnes isolées.

Dans le contexte actuel, il est impératif que notre commune se dote de stratégies efficaces pour faire face à ces températures extrêmes. Cela comprend la mise en place de centres d'accueil d'urgence, la distribution de fournitures essentielles comme des vêtements chauds et des couvertures, et la garantie que nos services de secours sont pleinement préparés et équipés pour répondre aux situations d'urgence.

Il est également essentiel que nous communiquions clairement et efficacement avec nos concitoyens pour les informer des risques liés au grand froid et des mesures à prendre pour leur sécurité.

Nous devons agir de manière proactive pour prévenir les risques liés à cette vague de froid, notamment en ce qui concerne les personnes sans domicile fixe ou vivant dans des conditions précaires. Notre réponse en tant que commune reflétera notre engagement envers le bien-être de tous nos résidents.

Je vous remercie pour votre attention à cette question vitale pour notre commune.

Questions :

- 1. Monsieur le Bourgmestre, quelles sont les mesures spécifiques que notre commune a prises ou envisage de prendre pour protéger nos concitoyens les plus vulnérables pendant cette vague de froid ?*
- 2. Comment pouvons-nous, en tant que commune, collaborer efficacement avec les services d'urgence et les organisations sociales pour garantir une réponse rapide et efficace ?*
- 3. Existe-t-il des initiatives communautaires ou des programmes de soutien que nous pourrions encourager ou renforcer pour aider ceux qui sont le plus affectés par le froid ?*
- 4. Enfin, comment assurons-nous une communication efficace et accessible à tous nos citoyens sur les mesures de précaution et les ressources disponibles durant cette période ?*

Merci pour vos réponses.



Rachid Ben Salah

Conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean

DÉFI - Démocrate Fédéraliste Indépendant

Siège [bruxellois : 127, chaussée de Charleroi, 1060 Saint-Gilles](#)

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah, gemeenteraadslid Défi, over de voorbereiding en reactie op extreme koude. (Aanvullend)